

CONGO CHALLENGE

LE MENSUEL

ÉVOLUTION DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

EN RÉPUBLIQUE
DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Numéro

84

Avril 2024

Une inflation élevée et persistante, une inquiétude et morosité pour les ménages, une insécurité persistante à l'Est du pays : quelles perspectives pour la RDC ?

Kinshasa, RDC



EDITEUR RESPONSABLE

MATATA PONYO Mapon

SUPERVISION

LOKOTA ILONDO Michel – Ange

REDACTION

BOKA MABELE David
KABONGO NSENDA Billy
MUYOMBO USENI Justin
TOGBA BOBOY Yves
WAULA LUZINGU Sacré

CONCEPTION GRAPHIQUE & MISE EN PAGE

BEYOKO Julien

Mai 2024. Copyright © Congo Challenge 2024
364, Boulevard du 30 juin, Immeuble Kiyoy ya Sita, 5ème étage, local 501,
Kinshasa/Gombe, RD Congo +243 812763003
www.congochallenge.cd/info@congochallenge.cd

© 2024 par Congo Challenge Science. Tous droits réservés.

Dépôt légal 3.0180-57358

CONGO CHALLENGE

LE MENSUEL

ÉVOLUTION DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

EN RÉPUBLIQUE
DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Numéro

84

Avril 2024

Une inflation élevée et persistante, une inquiétude et morosité pour les ménages, une insécurité persistante à l'Est du pays : quelles perspectives pour la RDC ?

Kinshasa, RDC





Téléchargez notre dernier mensuel, en cliquant sur le lien :

<https://congochallenge.cd/publications/le-mensuel-mars-2024/>

Dégradation continue du cadre macroéconomique, une pression sur les ménages, une insécurité persistante à l'Est du pays : quelles perspectives pour la RDC ?

Sommaire

7	Avant Propos
9	Résumé exécutif
13	Contexte international
13	<i>Croissance économique</i>
15	<i>Inflation</i>
17	<i>Commerce international</i>
19	<i>Marché financier</i>
21	<i>Marché des changes</i>
22	<i>Marché des produits stratégiques</i>
35	Contexte national
31	Evolution de l'économie nationale
39	<i>Activité économique</i>
42	<i>Dynamique des prix</i>
47	<i>Taux de change et réserves de change</i>
47	<i>Finances publiques</i>
49	Evolution de la situation politique
59	Perspectives politiques et économiques



Avant Propos

Au cours du mois d'avril 2024, l'économie mondiale s'est modérée. L'inflation mondiale (totale) a nettement baissé, et la plupart des mesures de l'inflation sous-jacente ont encore diminué en avril à mesure que l'incidence des chocs d'offre passés continue de s'estomper et en raison des effets de la politique monétaire restrictive sur la demande. Cette tendance baissière de l'inflation devrait se poursuivre au cours des prochains mois avec la modération des coûts de main-d'œuvre et l'atténuation des effets des chocs énergétiques passés, et des goulets d'étranglement du côté de l'offre. Dans l'ensemble, les risques pesant sur la croissance économique et sur l'inflation restent orientés à la baisse. La croissance pourrait être plus faible si les effets de la politique monétaire et du prolongement des guerres en Ukraine et au moyen orient s'avèrent plus marqués qu'anticipé.

En ce qui concerne le marché des produits de base, nous avons noté une augmentation du cours du cuivre, reflétant les signaux de reprise économique durable à l'échelle mondiale. En effet, l'indice PMI manufacturiers chinois est demeuré pratiquement inchangé, progressant modestement de 52,5 en mars 2024 à 52,7 en avril 2024. Ces valeurs au-dessus de 50 points indiquent un accroissement de l'activité industrielle et manufacturière en Chine. En revanche, les prix du cobalt ont connu une légère tendance à la baisse au mois d'avril 2024. En outre, les prix du pétrole brut ont augmenté, principalement à cause des tensions sur la voie maritime de la mer rouge et du prolongement de la guerre en Ukraine. En ce qui concerne les prix de l'or, ils ont connu une tendance à la baisse.

S'agissant du secteur financier, les marchés boursiers ont globalement affiché une tendance à la baisse. Cette baisse globalisée des indices boursiers peut être attribuées aux anticipations des investisseurs relatives au maintien inchangé des taux d'intérêts par les banques centrales notamment par la Réserve fédérale américaine (Fed), invoquant l'absence de progrès récents en matière d'inflation.

Sur le plan national, les risques pesant sur les perspectives économiques sont globalement moins équilibrés, en raison des chocs sur les termes de l'échange, de la crise sécuritaire et humanitaire liée au conflit armé dans l'Est. Les données disponibles sur l'économie continuent d'indiquer une morosité à court terme.

S'agissant de l'économie nationale, l'inflation s'est modérément ralentie, à 14,59%, en taux annualisé à la quatrième semaine du mois d'avril, par rapport au mois de mars 2024. Le rebond de l'inflation a toutefois été moins important que prévu. En ce qui concerne le secteur extérieur, le franc congolais a connu une légère appréciation en avril 2024 par rapport à mars 2024. Sur le marché interbancaire, ce taux s'établirait à 2 783,18 à la quatrième semaine du mois tandis que sur le marché parallèle, le taux de change se situerait à 2 789,07 à la quatrième semaine d'avril 2024. En outre, les réserves de change n'ont pas progressé au mois d'avril, soit figées à 5,0394 milliards laissant ainsi inchangé la capacité de résistance de l'économie congolaise face aux chocs extérieurs. Rapporté en nombre de mois d'importations, la couverture des importations par les réserves de changes s'établirait à 2,70 mois d'importations. En ce qui concerne les finances publiques, le compte des opérations a affiché un excédent de 30,5 millions de CDF au 26 avril 2024, témoignant d'une situation financière positives des finances publiques, où les dépenses publiques ont dépassé les recettes publiques.

Sur le plan politique en 2024, le mois d'avril a été marqué notamment par la nomination d'un premier ministre ; la dangereuse escalade politique entre les présidents Félix Tshisekedi et Joseph Kabila ; les primaires organisées au sein de la majorité parlementaire ; ainsi que les élections Sénatoriales et des gouverneurs de provinces en RDC.

Sur le plan des perspectives de l'économie nationale, l'économie devrait rester atone dans les prochains mois. L'inflation reste beaucoup trop forte et demeurera supérieure à la cible pendant une période

prolongée, soit au cours des prochains mois de l'année 2024. Le déficit budgétaire devrait se creuser par rapport au cours des prochains mois en raison de recettes inférieures aux prévisions. Il est essentiel de poursuivre les réformes, telles que la stabilisation du

cadre macroéconomique, la mobilisation continue des recettes, la maîtrise des dépenses et l'amélioration de l'efficacité de la chaîne des dépenses, afin de créer un espace fiscal pour les dépenses prioritaires.

Michel Ange Lotoko Nondo

Résumé exécutif

Situation économique

- **Sur le plan international**, malgré les prévisions pessimistes, l'économie mondiale fait preuve d'une remarquable résilience. En effet, la croissance économique mondiale maintient sa stabilité, tandis que l'inflation se replie rapidement après avoir atteint des niveaux élevés au cours des années précédentes. Par ailleurs, les projections du Fonds Monétaire internationale indiquent une stabilité de la croissance mondiale autour de 3,2 % pour cette année et l'année suivante.
- Selon les prévisions de référence du Fonds monétaire international, le taux médian d'inflation mondiale devrait diminuer, passant de 2,8 % à la fin de 2024 à 2,4 % à la fin de 2025. La plupart des indicateurs économiques continuent de signaler une transition en douceur de l'économie mondiale.
- Les marchés financiers ont accusé au cours de ce mois d'avril 2024, une tendance générale à la baisse et ce contrairement au mois précédent. Cette baisse globalisée des indices boursiers peut être attribuée à la décision de la Réserve fédérale américaine (Fed) qui a maintenu inchangés ses taux d'intérêt lors de sa dernière réunion, invoquant l'absence de progrès récents en matière d'inflation. En effet, le maintien inchangé d'une politique monétaire stricte peut influencer les attentes des investisseurs.
- En ce qui concerne les marchés des changes internationaux, le dollar américain s'est renforcé par rapport à l'euro, au yuan chinois et au yen japonais. En revanche, la livre sterling s'est légèrement appréciée par rapport au dollar américain.
- Par rapport au commerce international, selon les derniers rapports du Global Trade Update de la CNUCED, après plusieurs trimestres de contraction, le commerce international est en voie de rebond en 2024.
- En ce qui concerne les matières premières, les prix du cuivre ont enregistré une tendance à la hausse au cours du mois d'avril 2024. À la clôture de ce mois, le prix du métal rouge s'est établi à 4,6368 dollars la livre. Cette dynamique haussière peut être attribuée à plusieurs facteurs, notamment aux signes de reprise économique et de résilience à l'échelle mondiale. Les prix du cobalt ont quant à eux connu une légère tendance à la baisse. À la clôture de ce mois, le prix du métal bleu-vert s'est établi à 27 767 dollars par tonne. Parallèlement, les prix de l'or ont en revanche enregistré une baisse au cours de ce même mois. En ce qui concerne le marché du pétrole brut, les prix ont affiché une tendance à la hausse, principalement en raison des préoccupations liées à l'intensification des tensions géopolitiques, notamment l'escalade des conflits au Moyen-Orient et entre la Russie et l'Ukraine. Ces facteurs ont renforcé la pression à la hausse sur les prix du pétrole.
- S'agissant du PMI, l'indice des directeurs d'achat (PMI) des services aux États-Unis a connu une hausse au cours du mois d'avril 2024 par rapport à fin mars 2024, s'établissant à une valeur de 50,9 points. Par contre, le PMI manufacturier européen a connu une contraction au cours de la même période, clôturant à une valeur de 45,6 points, reflétant une diminution de l'activité industrielle en Europe.
- **Au niveau national**, les projections de Congo Challenge indiquent que la dynamique de l'inflation se serait modérément ralentie en avril 2024, mais devrait rester très forte pendant une longue période. A cet effet, le taux d'inflation hebdomadaire se serait situé à 0,32% à la quatrième semaine du mois d'avril 2024, soit un repli de 20,97% comparé à celui enregistré à la clôture de mars 2024 où ce taux s'était fixé à 0,40%. L'inflation en glissement annuel s'établirait à 21,17% à la quatrième semaine d'avril 2024 contre 21,52% un mois plutôt, soit une baisse de 1,62%. A ce rythme, nos projections tablent sur un niveau d'inflation de 14,59% en fin d'année 2024 contre 16,11% réalisé en mars 2024.
- S'agissant du taux de change, il y a lieu de noter que le franc congolais a connu une légère appréciation en avril 2024 par rapport à mars 2024. Sur le marché interbancaire, ce taux s'établirait à 2 783,18 à la

quatrième semaine du mois contre 2 786,54 en fin mars 2024, soit une appréciation de 0,12%. Sur le marché parallèle, le taux de change se situerait à 2 789,07 à la quatrième semaine d'avril 2024 contre 2 803,44 en mars 2024, soit une appréciation 0,52%.

- En avril 2024, les recettes publiques mobilisées par les régies financières ont été de 1 912,1 milliards de CDF tandis que les dépenses se sont établies à 1 881,6 milliards de CDF. Une part importante des ressources de l'État a été allouée à la rémunération des fonctionnaires de l'État tandis que le reste a été consacré aux investissements en capital et aux frais de fonctionnement des institutions publiques. Comparativement au mois précédent à la même période, les dépenses en capital ont largement accru tandis que les autres dépenses ont été faibles.
- Enfin, l'actualité économique du mois d'avril 2024 a été marquée par plusieurs faits notables : (i) le rapport publié par RAID UK et AFREWATCH sur l'exploitation minière en RDC révèle des conséquences désastreuses et appelle à des réformes urgentes ; (ii) la Banque centrale du Congo (BCC) a fait état d'une baisse significative des actifs des banques commerciales en monnaie nationale; (iii)

Tenke Fungurume Mining (TFM) a enregistré des résultats solides en 2023 avec une production record de cuivre et de cobalt.

- Situation politique

- L'actualité politique du mois d'avril 2024 a été dominée par les faits saillants ci-après : (i) la nomination d'un premier ministre ; (ii) la dangereuse escalade politique entre les présidents Félix Tshisekedi et Joseph Kabila ; (iii) les primaires organisées au sein de la majorité parlementaire ; et (iv) les élections Sénatoriales et des gouverneurs de provinces en RDC.
- Originaire du Kongo-Central, Madame Judith Suminwa Tuluka est nommée Première ministre le lundi 1er Avril 2024 par le chef de l'État Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo. Jusqu'avant sa nomination, Madame Suminwa était ministre du Plan du gouvernement Sama 2. Elle va désormais occuper ce poste en remplacement de Sama Lukonde, le désormais ancien Premier ministre. Il faut souligner que c'est pour la première fois qu'une femme est nommée à la Primature en République démocratique du Congo ;



- Le Secrétaire Général de l'UDPS a décrit le comportement anti-patriotique de l'ancien Président Joseph Kabila Kabange qui, au lieu d'être un appui au développement de la nation congolaise qui lui a tout donné, préfère se lancer dans une aventure meurtrière pour tenter de revenir au pouvoir. Augustin Kabuya qui s'adressait à des milliers des combattants de son parti rassemblés à l'esplanade de la permanence de Limete le Samedi, 30 mars, révèle même que Joseph Kabila est sociétaire de l'Alliance du Fleuve Congo, AFC-M23, que dirige Corneille Nangaa pour qui il a même sollicité un soutien logistique de la part d'un dirigeant africain ;
- À l'Assemblée nationale, la course au perchoir est déjà lancée entre les camps de l'Union pour la nation congolaise (UNC) de Vital Kamerhe, de la Convention pour la république et la démocratie (CRD) de Christophe Mbosso et l'AFDC-A de Modeste Bahati Lukwebo. Si Vital Kamerhe peut compter notamment sur son nouveau statut de deuxième force parlementaire à l'Assemblée nationale, la CRD de Mbosso se propose de poursuivre son rôle avant-gardiste au sein de la Chambre basse pour le régime Tshisekedi et Modeste Bahati peut aussi compter sur son parti et son regroupement politique AFDC-A ;
- Dans le cadre des élections Sénatoriales et des gouverneurs de provinces, l'Agence de prévention et de lutte contre la corruption a lancé, à Kinshasa, une « ligne téléphonique bleue » destinée à recevoir des plaintes de corruption dans le cadre de l'élection des sénateurs, gouverneurs et vice-gouverneurs. « En vue d'apporter des réponses concrètes aux enjeux de l'heure, nous avons lancé une Ligne bleue anti-corruption, dont le numéro est le 158 lobela biso to landela bango, consacré à la réception des plaintes et dénonciations. Ainsi qu'à la collecte d'éléments nécessaires à l'ouverture d'une investigation ».



I. Contexte international

I.1. Croissance économique

Malgré les prévisions pessimistes, l'économie mondiale fait preuve d'une remarquable résilience. En effet, la croissance économique mondiale maintient sa stabilité, tandis que l'inflation se replie rapidement après avoir atteint des niveaux élevés au cours des années précédentes. Cependant, la période post-pandémie a été marquée par de nombreux obstacles.

Les perturbations des chaînes d'approvisionnement ont engendré une crise énergétique et alimentaire, aggravée par le conflit opposant la Russie à l'Ukraine. En réponse à l'augmentation de l'inflation, les autorités monétaires du monde entier ont adopté de manière synchronisée une politique monétaire plus restrictive.

Néanmoins, l'économie mondiale a démontré sa résilience face à ces défis. Les mesures prises pour rétablir les chaînes d'approvisionnement et atténuer la crise énergétique et alimentaire, ainsi que la coordination des politiques monétaires, ont contribué à atténuer les effets négatifs sur la croissance économique.

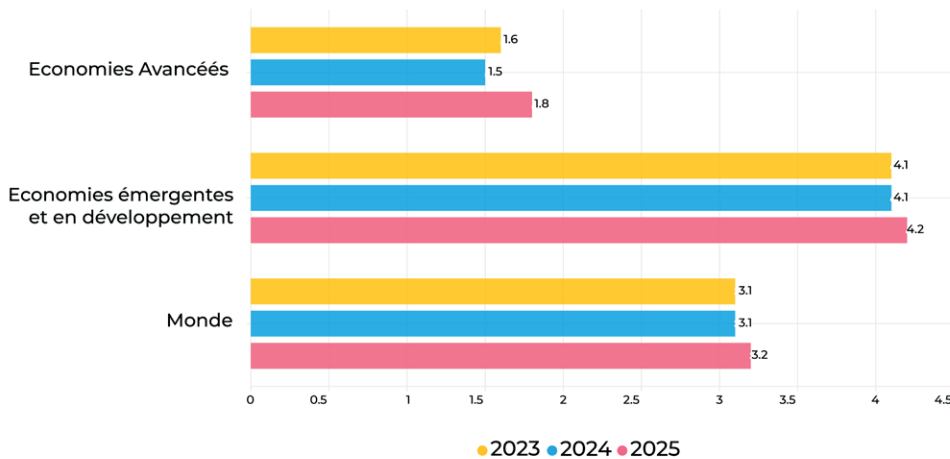
Dans cette optique, les projections du Fonds Monétaire internationale indiquent une stabilité de la croissance mondiale autour de 3,2 % pour cette année et l'année suivante. Parallèlement, elle prévoit également une baisse du taux médian d'inflation mondiale, passant de 2,8 % à la fin de 2024 à 2,4 % à la fin de 2025.

Face à cette situation, il est impératif de renforcer la résilience des chaînes d'approvisionnement et de promouvoir une coopération internationale plus solide. Il est essentiel d'investir dans la diversification et la résistance des chaînes d'approvisionnement à l'échelle mondiale.

De plus, pour relever les défis économiques mondiaux, il est crucial de renforcer la coopération et la coordination entre les pays. Cela peut inclure la mise en place de mécanismes de partage d'informations économiques, la coordination des politiques monétaires et fiscales afin d'éviter des tensions excessives, ainsi que la recherche de solutions concertées aux problèmes économiques mondiaux tels que les changements climatiques et les inégalités. Une coopération internationale renforcée favorisera une reprise économique plus durable et inclusive.



Figure 1 » Projections de la Croissance économique dans le monde



Source : Fonds monétaire internationale (2024)

Conformément aux données présentées dans la Figure 1, les prévisions suggèrent une légère décélération du taux de croissance des économies avancées, qui devrait atteindre 1,5 % en 2024. En revanche, les économies émergentes et en développement devraient maintenir leur dynamisme avec une croissance de 4,1 % en 2024, avant de s'accélérer davantage à un rythme de 4,2 % en 2025. Cette résilience de la croissance économique mondiale découle de plusieurs facteurs interdépendants.

En effet, l'économie mondiale se trouve actuellement dans une phase de désinflation, caractérisée par une diminution progressive de l'inflation, ce qui soutient une croissance économique continue. Cette évolution est encourageante, car elle témoigne du retour vers une situation économique plus stable.

Cependant, il convient de souligner que malgré ces signes positifs, le rythme de l'expansion économique demeure modéré. Ce phénomène peut être attribué à divers facteurs, tels que les incertitudes géopolitiques, ou encore les fluctuations des marchés financiers.

De plus, il est essentiel de reconnaître l'existence de risques potentiels de perturbations économiques. Ces risques peuvent découler d'événements imprévus, tels que des crises financières, des conflits commerciaux ou des chocs externes. Les turbulences économiques peuvent engendrer des répercussions significatives sur les marchés, les entreprises et les ménages, et induire une volatilité accrue ainsi qu'une baisse de la confiance des acteurs économiques. Dans ce contexte, il est impératif que les décideurs économiques et les acteurs du marché demeurent vigilants et réactifs face aux évolutions économiques. Ils doivent continuellement évaluer les risques potentiels et mettre en œuvre des mesures d'atténuation appropriées afin de réduire au minimum les perturbations éventuelles.



I.2. Inflation

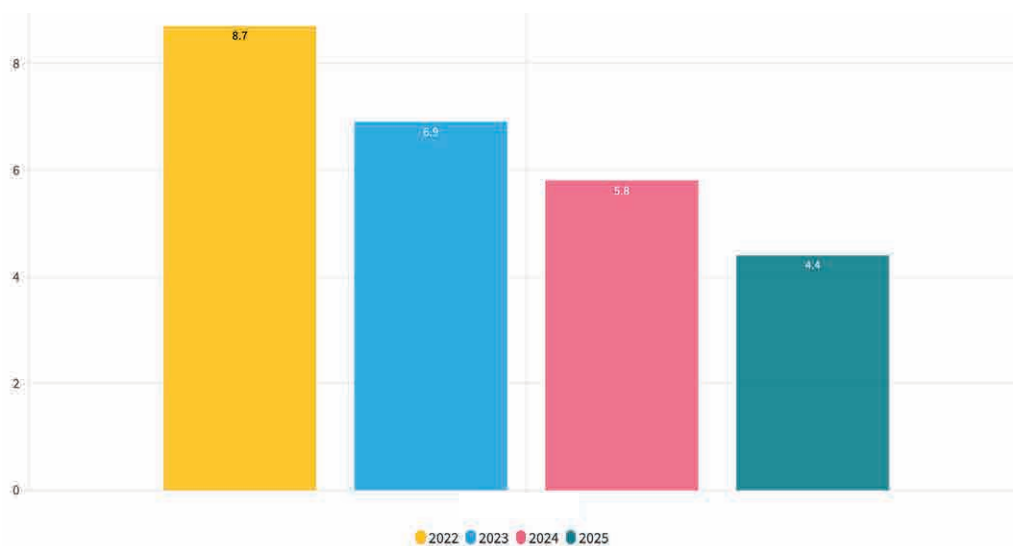
Alors que les prix des matières premières mondiales se stabilisent après une chute significative en 2023, ayant joué un rôle clé dans la désinflation globale, les banques centrales pourraient être confrontées à des défis pour procéder à une réduction rapide de leurs taux directeurs.

En effet, les fluctuations des prix des matières premières ont une incidence considérable sur l'évolution de l'inflation. La baisse des prix enregistrée l'année dernière a contribué à contenir l'inflation dans de nombreux pays. Toutefois, l'un des principaux moteurs de la désinflation, à savoir la dégringolade des prix des matières premières, a atteint un point de saturation. Par conséquent, il est possible que les taux d'intérêt restent plus élevés que prévu au cours des prochaines années. Cela expose l'économie mondiale à une vulnérabilité, car un choc majeur sur les prix de l'énergie pourrait compromettre une grande partie des progrès réalisés dans la maîtrise de l'inflation au cours des deux dernières années.

Néanmoins, selon les prévisions de référence du Fonds monétaire international, le taux médian d'inflation mondiale devrait diminuer, passant de 2,8 % à la fin de 2024 à 2,4 % à la fin de 2025. La plupart des indicateurs économiques continuent de signaler une transition en douceur de l'économie mondiale.

Face à cette perspective, il est crucial de surveiller attentivement l'évolution de l'inflation et de prendre des mesures appropriées pour maintenir la stabilité des prix et favoriser une croissance économique durable.

Figure 2 » Prévision du taux d'inflation mondiale.



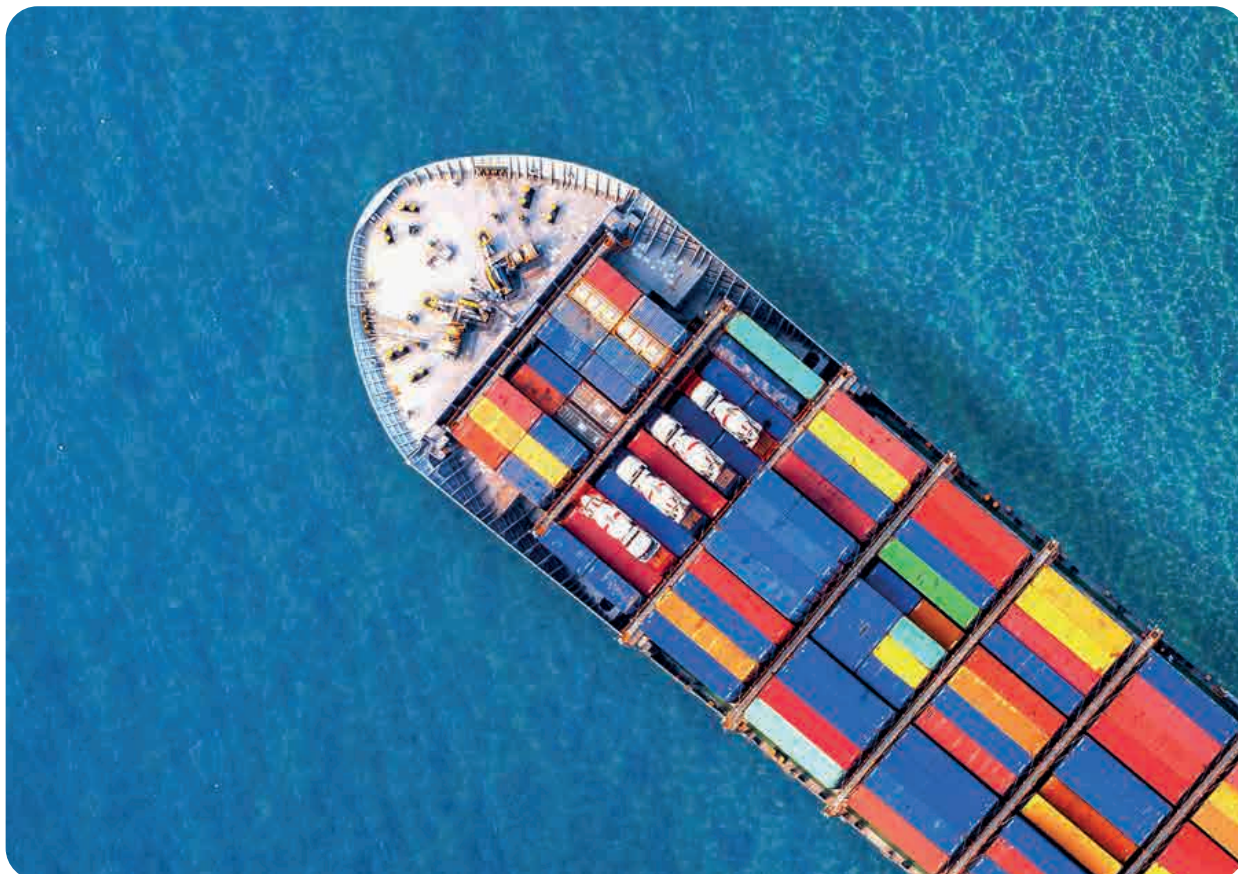
Source : Fonds Monétaire International (2024)

Selon les projections du Fonds monétaire international (FMI) et les données présentées dans la figure 2, on anticipe une trajectoire de décélération progressive de l'inflation mondiale. En effet, l'inflation devrait passer de 6,9% en 2023 à 5,8% en 2024, puis à 4,4% en 2025. Cette dynamique de désinflation récente est principalement attribuable à la correction à la baisse des prix des produits de base et de l'énergie.

Toutefois, malgré ces évolutions positives, les banques centrales doivent maintenir une vigilance constante face aux risques inflationnistes découlant de potentielles hausses abruptes des prix des matières premières, dans le contexte de tensions géopolitiques accrues. D'une part, les banques centrales doivent éviter un retrait prématuré des mesures d'assouplissement monétaire, ce qui pourrait compromettre les progrès durablement acquis en termes de crédibilité et entraîner une résurgence de l'inflation.

Il est essentiel de noter que même avec le ralentissement de l'inflation, il est crucial de maintenir une vigilance constante et de surveiller attentivement l'évolution économique. Des mesures supplémentaires de politique monétaire pourraient s'avérer nécessaires afin de préserver la stabilité des prix, en fonction de l'évolution des conditions économiques et des pressions inflationnistes.





I.3. Commerce international

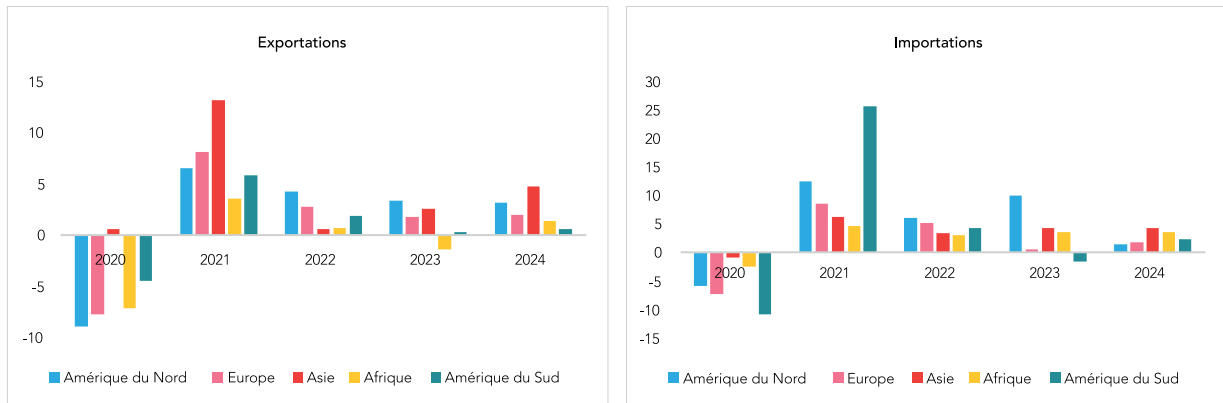
Selon les derniers rapports du Global Trade Update de la CNUCED, après plusieurs trimestres de contraction, le commerce international est en voie de rebond en 2024.

Les indicateurs disponibles pour le premier trimestre 2024 témoignent d'une amélioration soutenue du commerce mondial, notamment en raison de la modération de l'inflation mondiale et des perspectives de croissance économique prometteuses. Par ailleurs, la demande croissante de biens environnementaux, en particulier les véhicules électriques, devrait stimuler le commerce cette année.

Toutefois, il convient de souligner que les tensions géopolitiques et les perturbations de la chaîne d'approvisionnement demeurent des facteurs déterminants qui influencent les dynamiques du commerce bilatéral, et qui nécessitent une surveillance constante. Les perturbations sur les voies maritimes, notamment celles liées aux problèmes de sécurité dans la mer Rouge et le canal de Suez, ainsi que les conditions climatiques défavorables impactant les niveaux d'eau dans le canal de Panama, risquent d'accroître les coûts d'expédition, de prolonger les délais de transport et de perturber les chaînes d'approvisionnement.

Face à cette réalité, il est impératif de diligemment surveiller les évolutions économiques et politiques afin de garantir que la reprise du commerce international maintienne une trajectoire positive et durable.

Figure 3 » Croissance du commerce des marchandises



Source : OMC 2024

Le schéma illustré dans la Figure 3 met en évidence que le commerce mondial des marchandises a subi une contraction plus prononcée que prévu en 2023, avec une baisse de -1,2 %. Cette diminution est largement attribuable à une demande d'importations réelles faible dans plusieurs régions, notamment en Europe, en Amérique du Nord et en Asie. Ces régions ont été confrontées à des défis économiques et à des incertitudes, exerçant ainsi un impact négatif sur les flux commerciaux.

Cependant, il est intéressant de noter que certaines régions ont enregistré une poussée des importations. Le Moyen-Orient et la région de la Communauté d'États indépendants (CEI) ont été des exceptions à cette tendance baissière, avec une augmentation significative des importations. Cette dynamique peut être attribuée à des facteurs tels que la reprise de la demande intérieure, les investissements dans les infrastructures et les projets de développement économique dans ces régions.

Pour les années à venir, les prévisions indiquent une reprise progressive du commerce mondial des marchandises. En 2024, on s'attend à une augmentation de 2,6 % du volume des échanges, suivie d'une croissance de 3,3 % en 2025. Ces perspectives reflètent l'anticipation d'une amélioration de la demande d'importations dans différentes régions du monde, ainsi que des efforts déployés pour stimuler la croissance économique et faciliter les échanges commerciaux.

Cependant, il convient de rester attentif aux développements économiques et politiques, ainsi qu'aux risques potentiels tels que les tensions commerciales, les disruptions de la chaîne d'approvisionnement et les fluctuations des prix des matières premières. Ces facteurs peuvent avoir un impact sur les projections du commerce mondial et nécessitent une surveillance continue pour s'assurer que la reprise du commerce international reste sur une trajectoire positive et durable.

I.4. Marché financier

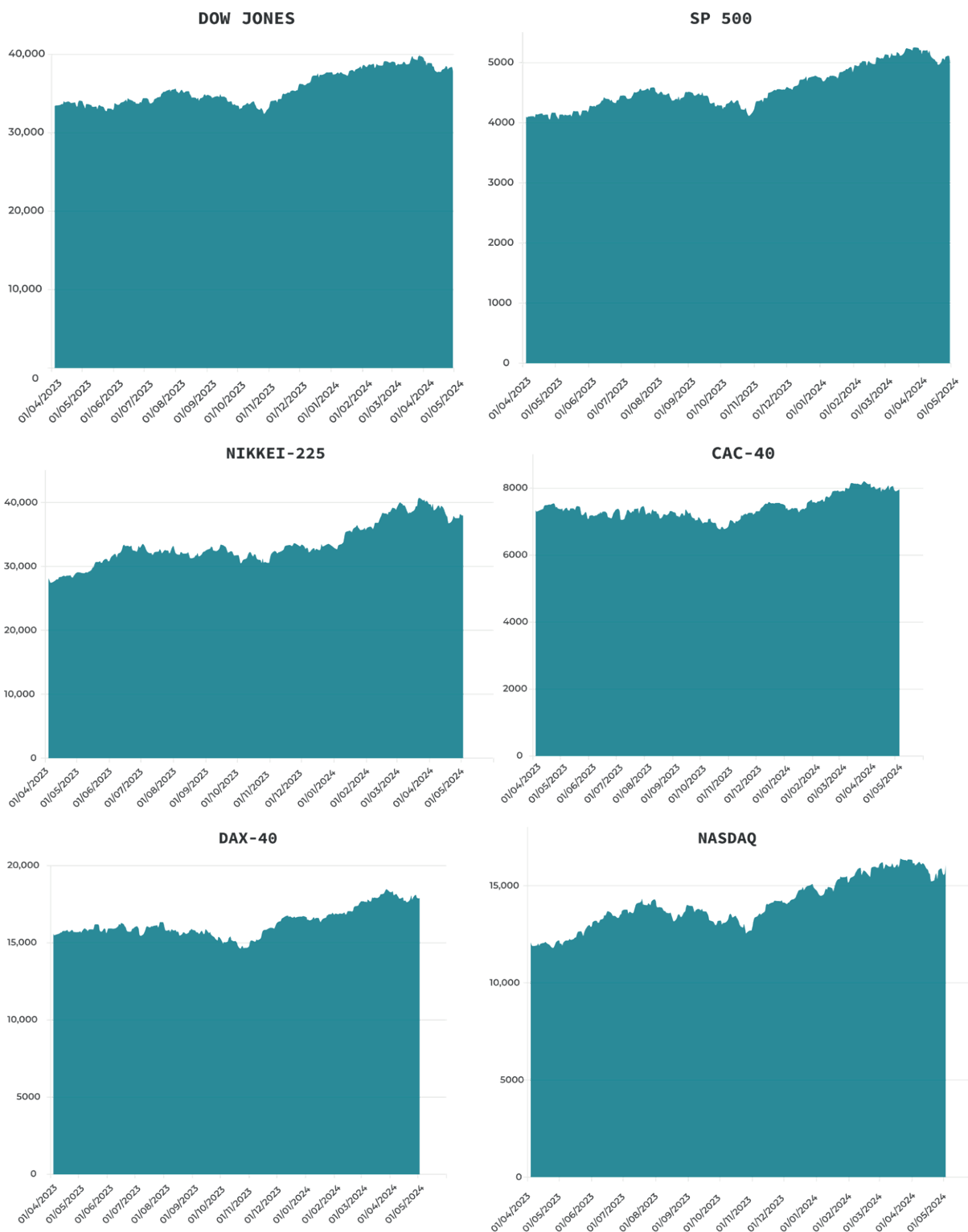
Au cours de ce mois d'avril 2024, les marchés financiers ont accusés une tendance générale à la baisse et ce contrairement au mois précédent. Les principaux indices boursiers, tels que le Dow Jones Industrial Average (DJIA), le S&P 500 et le Nasdaq, ont clôturé le mois à des niveaux respectifs de 38 386 points, 5 116 points et 15.927 points, respectivement. Cette dynamique baissière s'est également reflétée sur les marchés financiers européens.

Sur le marché boursier de Paris, l'indice CAC- 40 a enregistré une légère baisse, passant de 8 205 points en mars 2024 à 7 984 points à la fin du mois d'avril 2024. En Allemagne, l'indice DAX 40 a également connu une légère baisse, atteignant 18 131 points à la clôture du mois. De même que le marché boursier européen, la bourse de Tokyo a enregistré une légère baisse, passant de 40 369 points en fin mars 2024 à 37 934 points à la fin du mois d'avril 2024.

Cette baisse globalisée des indices boursiers peut être attribuées à la décision de la Réserve fédérale américaine (Fed) qui a maintenu inchangés ses taux d'intérêt lors de sa dernière réunion, invoquant l'absence de progrès récents en matière d'inflation. Cependant, elle a annoncé une réduction plus lente du volume d'actifs à son bilan à partir de juin. En effet, le maintien inchangé d'une politique monétaire stricte peut influencer les attentes des investisseurs. Si les investisseurs anticipent que la FED maintiendra une politique monétaire restrictive pendant une période prolongée, cela peut les inciter à ajuster leurs décisions d'investissement en conséquence. Par exemple, ils peuvent décider de réduire leurs investissements dans des actifs risqués et d'opter pour des actifs plus sûrs ou des placements à plus court terme. Ce qui peut conduire à une baisse des indices boursiers.



Figure 4 » Evolutions journalières des principaux indices boursiers



Source : Macrotrends et boursorama.

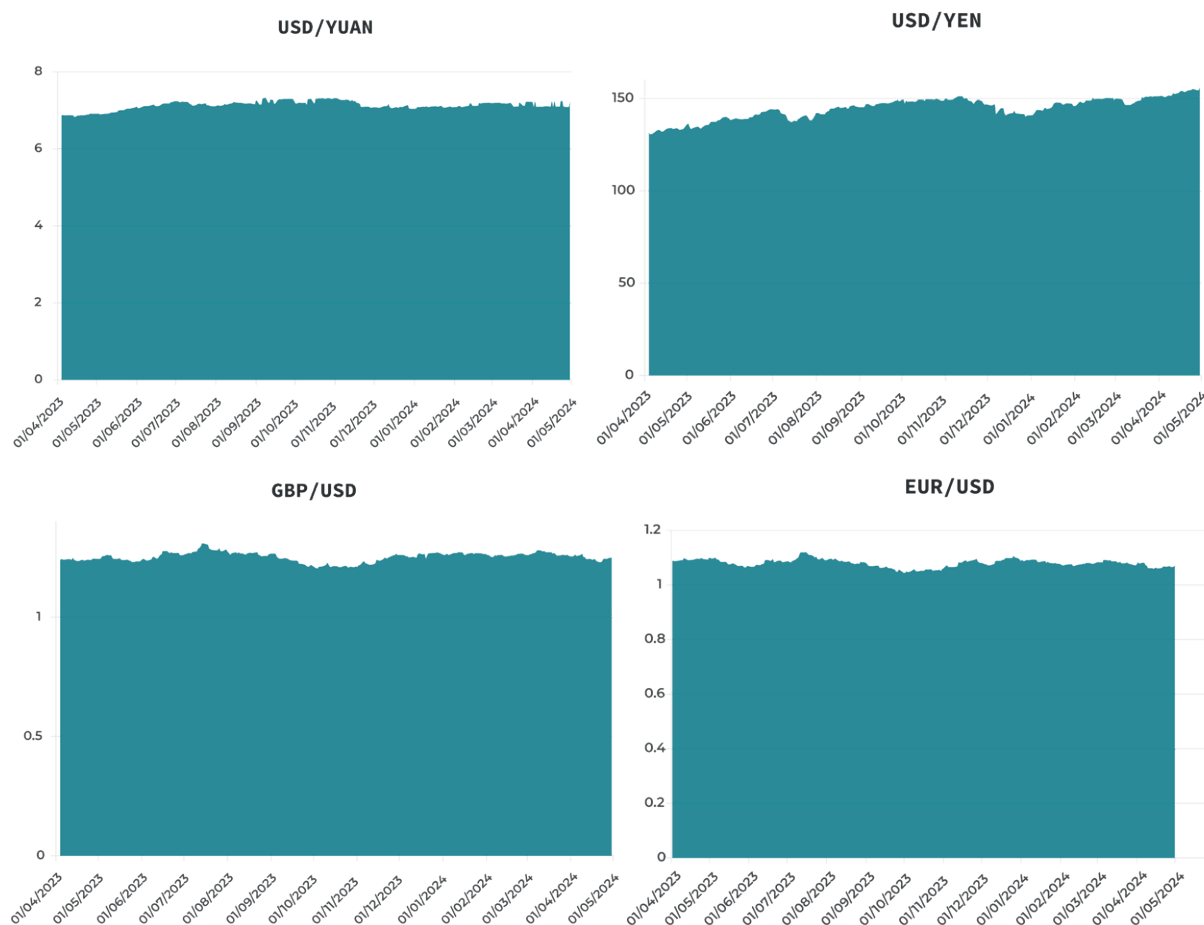
I.5. Marché des changes

Au cours du mois d'avril 2024, les principales banques centrales, dont la Réserve fédérale américaine (Fed), ont maintenu leurs taux directeurs à des niveaux élevés. En conséquence, le dollar américain s'est apprécié par rapport à l'euro et au yuan chinois à la fin du mois. À la clôture mensuelle, l'euro s'est déprécié pour atteindre 1,072 EUR/USD, tandis que le yuan chinois s'est établi autour de 7,239 USD/YUAN.

Cette appréciation du dollar peut être attribuée à la persistance de la politique monétaire menée par la Fed. En maintenant des taux d'intérêt élevés, la Fed a renforcé l'attrait des obligations américaines pour les investisseurs étrangers, ce qui a stimulé la demande de dollars et conduit à une augmentation de sa valeur sur les marchés des changes.

Parallèlement, le yen japonais a connu une tendance baissière, reflétant sa dépréciation par rapport au dollar américain. En revanche, la livre sterling a fait preuve de résistance face au dollar américain, entraînant une légère augmentation de sa valeur par rapport à la monnaie américaine.

Figure 5 >> Evolutions journalières des principaux cours de changes



Source : Boursorama.

I.6. Marché des produits stratégiques

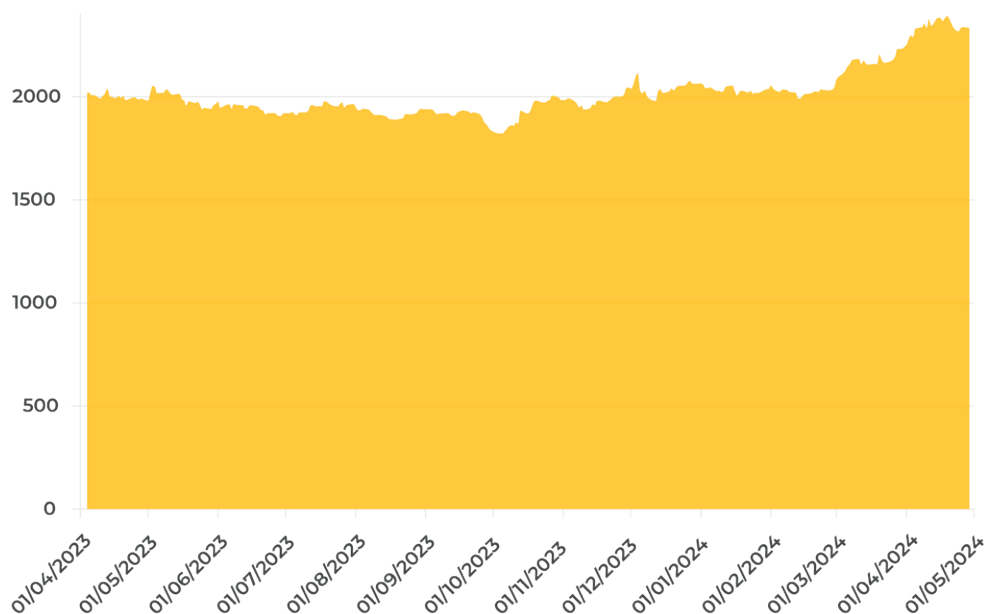
♦ Or

Au cours du mois d'avril 2024, les prix de l'or ont enregistré une trajectoire légèrement baissière, clôturant à 2 333 dollars l'once. Cette tendance s'explique principalement par l'appréciation du dollar américain, ce qui a réduit l'attrait de l'or en tant que réserve de valeur, étant donné la corrélation inverse entre la devise américaine et le métal précieux.

Il convient de souligner que les décisions de politique monétaire de la Fed ont un impact significatif sur les prix de l'or. Les mesures expansionnistes, telles que la baisse des taux d'intérêt, peut soutenir la valeur de l'or en réduisant le coût d'opportunité de sa détention par rapport à d'autres actifs financiers. En revanche, une politique monétaire restrictive, caractérisée par une hausse des taux d'intérêt, peut entraîner une baisse des prix de l'or en raison de la diminution de la demande pour les actifs refuge.

Toutefois il convient de noter que les prix de l'or sont également influencés par d'autres facteurs, tels que les fluctuations du dollar américain, les tensions géopolitiques, les mouvements des marchés boursiers et les conditions macroéconomiques mondiales. Une analyse approfondie de ces facteurs est essentielle pour comprendre les tendances à long terme et les perspectives du marché de l'or.



Figure 6 » Evolution journalière des cours de l'or (en USD par once)

Source : Macrotrends.

♦ Cuivre

De même que le mois précédent, les prix du cuivre ont accusé une tendance haussière au cours du mois d'avril 2024, clôturant à 4,6368 dollars la livre, soit une hausse de 15,59 % par rapport à fin mars 2024.

La hausse des prix du cuivre peut être attribuée à une conjonction de facteurs, notamment les signaux de reprise économique et de résilience à l'échelle mondiale. Le cuivre joue un rôle crucial en tant qu'indicateur précoce de la santé économique mondiale en raison de son utilisation étendue dans des secteurs clés tels que la construction et la fabrication.

Il convient de souligner que les prix du cuivre sont soumis à des risques et à des incertitudes inhérentes aux marchés des matières premières. Une analyse approfondie de l'équilibre entre l'offre et la demande, des facteurs économiques et des développements mondiaux est nécessaire pour appréhender les tendances des prix du cuivre et leurs implications pour l'économie mondiale.

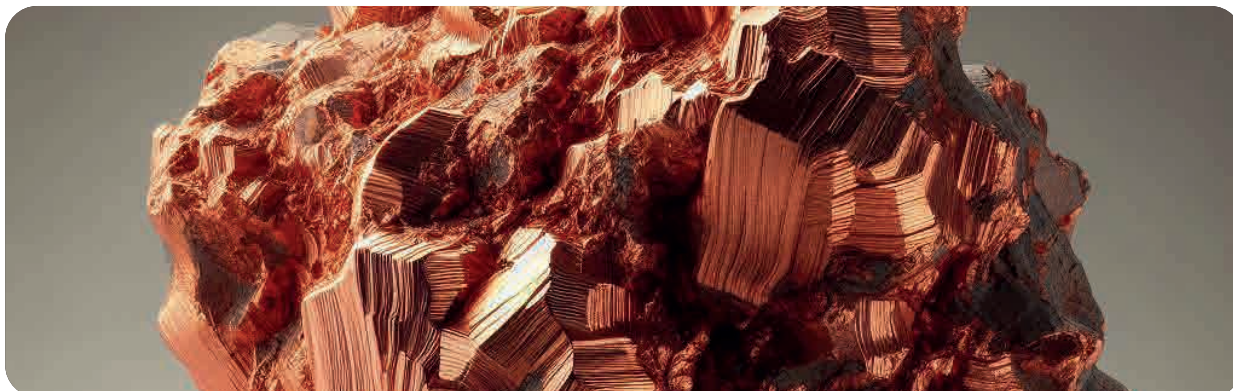
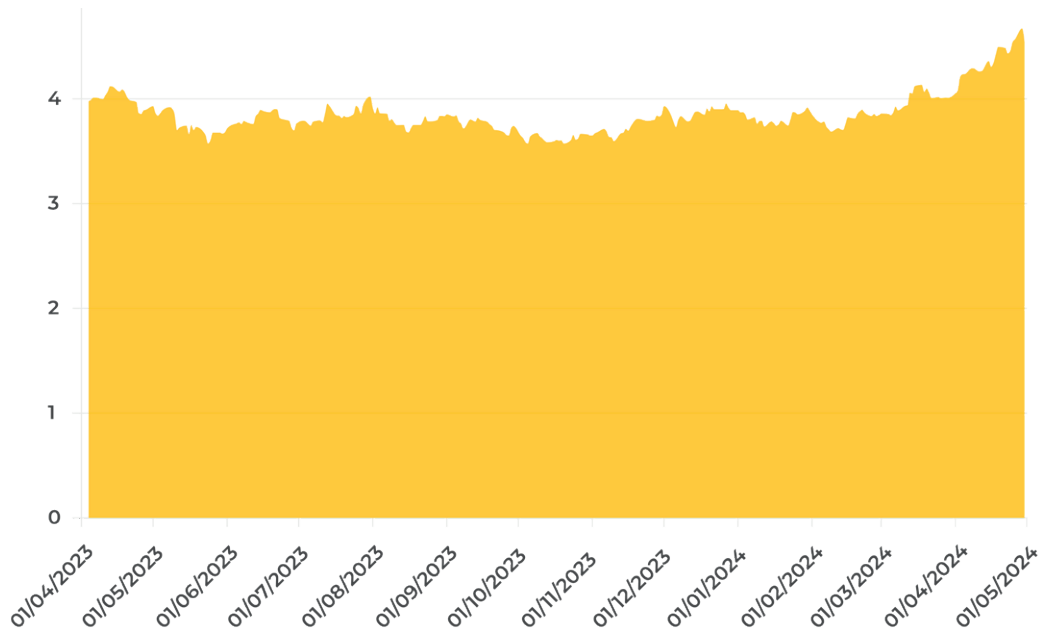


Figure 7 » Evolution journalière des cours du cuivre (en USD par livre)



Source : Macrotrends.

♦ Cobalt

Au cours du mois d'avril 2024, les prix du cobalt ont enregistré une légère tendance baissière, marquant ainsi une diminution de 2,3 % par rapport à la fin du mois de mars de la même année. Le métal bleu-vert s'est négocié à 27 767 dollars par tonne à la clôture du mois.

Cette baisse des prix du cobalt revêt une importance significative pour les acteurs du marché et l'industrie dans son ensemble. En effet les fluctuations des prix du cobalt peuvent avoir un impact direct sur la compétitivité et la rentabilité des entreprises actives dans ces secteurs. Les acteurs du marché doivent donc suivre de près les évolutions économiques, politiques et technologiques qui peuvent influencer la demande, l'offre et les prix du cobalt.

Par exemple, les politiques gouvernementales visant à promouvoir les énergies propres et à réduire les émissions de carbone peuvent avoir un impact significatif sur la demande de véhicules électriques et, par conséquent, sur la demande de cobalt. De même, les avancées technologiques dans le domaine des batteries, telles que les développements des batteries à base de lithium-fer-phosphate (LFP) et d'autres matériaux, peuvent réduire la dépendance au cobalt et influencer la demande de ce métal.

Il est donc crucial pour les acteurs du marché de rester vigilants face à ces facteurs et de mener une analyse continue pour évaluer les perspectives futures du marché du cobalt. Cette vigilance leur permettra de prendre des décisions éclairées, de gérer les risques et de saisir les opportunités qui se présentent dans un secteur en constante évolution. Les développements technologiques, les politiques gouvernementales, les tendances de la demande ainsi que les évolutions de l'offre et de la production de cobalt doivent être surveillés de près afin de mieux comprendre et anticiper les mouvements des prix.

Figure 8 » Evolution journalière des cours du cobalt (en milliers d'USD par tonne)

Source : Investing.com

♦ Pétrole

En avril 2024, les prix du pétrole brut ont connu des évolutions divergentes sur les marchés européen et américain. Sur le marché européen, le prix du baril de Brent a affiché une hausse pour atteindre 88,44 dollars, tandis que sur le marché américain, le prix du baril de WTI a enregistré une tendance à la baisse pour se situer autour de 81,93 dollars. Ces chiffres représentent respectivement une augmentation de 2,7 % pour le Brent et une diminution de 1,4 % pour le WTI par rapport au mois précédent, où le WTI s'échangeait à 83,17 dollars le baril et le Brent à 86,17 dollars le baril.

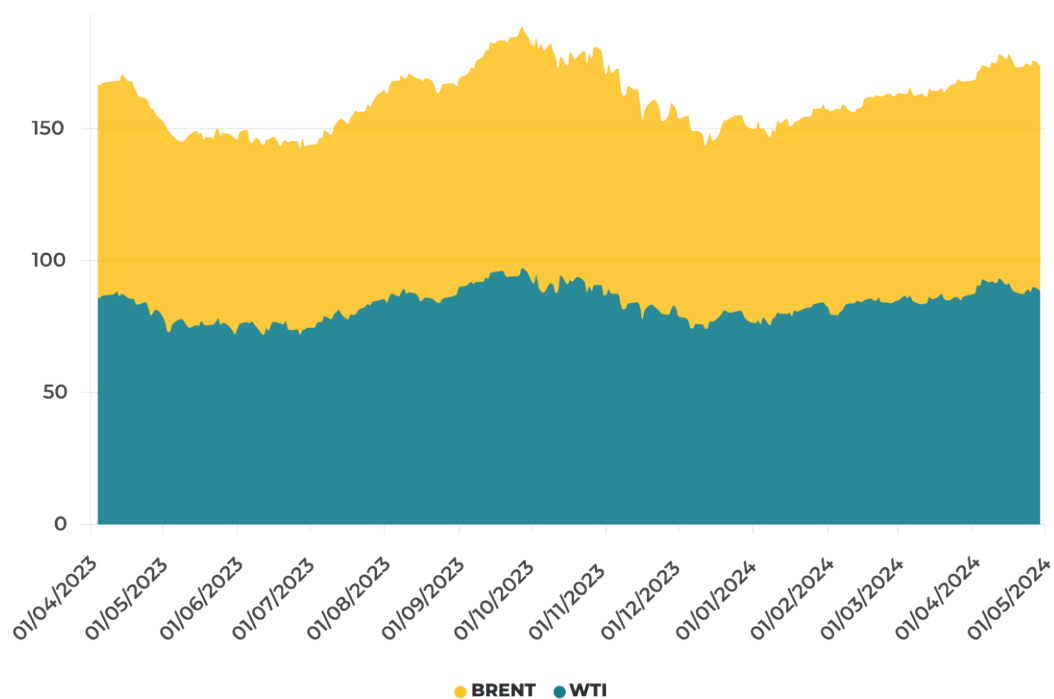
La hausse des prix du pétrole brut s'explique principalement par les inquiétudes croissantes liées aux tensions géopolitiques, notamment les conflits au Moyen-Orient et les tensions entre la Russie et l'Ukraine. Ces facteurs ont exercé une pression à la hausse sur les prix en créant des incertitudes quant à la disponibilité future de l'offre pétrolière.

Toutefois, il convient de souligner que l'orientation à long terme du marché pétrolier sera largement influencée par les décisions prises lors de la prochaine réunion de l'OPEP+ concernant sa politique de régulation de la production pétrolière. Les choix stratégiques de l'OPEP+ auront un impact significatif sur l'offre mondiale de pétrole et, par conséquent, influenceront les prix.

Les conflits au Moyen-Orient et les tensions géopolitiques peuvent perturber la production et les flux d'approvisionnement en pétrole, créant ainsi des incertitudes quant à l'offre future. De plus, les crises économiques peuvent avoir un impact sur la demande de pétrole, car une contraction économique entraîne généralement une diminution de la demande en énergie.

Dans ce contexte, il est primordial pour les acteurs du marché pétrolier de surveiller attentivement les développements géopolitiques, les décisions de l'OPEP+ et les indicateurs économiques mondiaux afin d'évaluer les perspectives futures du marché. Une analyse approfondie de ces facteurs est essentielle pour anticiper les fluctuations des prix du pétrole, prendre des décisions éclairées en matière d'investissement et de gestion des risques.

Figure 9 » Évolution journalière des cours du Pétrole (en USD par baril)



Source : Macrotrends.



◆ PMI (Indice des directeurs d'achats)

Au cours d'avril 2024, les indices des directeurs d'achat (PMI) dans les secteurs des services aux États-Unis, en Europe et en Chine ont affiché des évolutions contrastées. Aux États-Unis, l'indice PMI des services s'est établi à 50,9, manifestant une légère contraction par rapport au mois précédent. En revanche, dans la zone euro, l'indice PMI des services a atteint 52,9, traduisant une expansion par rapport à la fin de mars 2024 où il était de 51,1. En Chine, l'indice PMI des services est resté pratiquement stable, stagnant autour de 52,7 après avoir été de 52,5 à la fin de mars 2024.

En ce qui concerne les indices PMI manufacturiers, les performances d'avril 2024 ont dévoilé des tendances divergentes dans différentes régions économiques clés. Aux États-Unis, l'indice PMI manufacturier a enregistré une baisse significative, passant de 52,5 à 49,9 par rapport à la fin de mars 2024. Cette contraction reflète un ralentissement des activités manufacturières aux États-Unis.

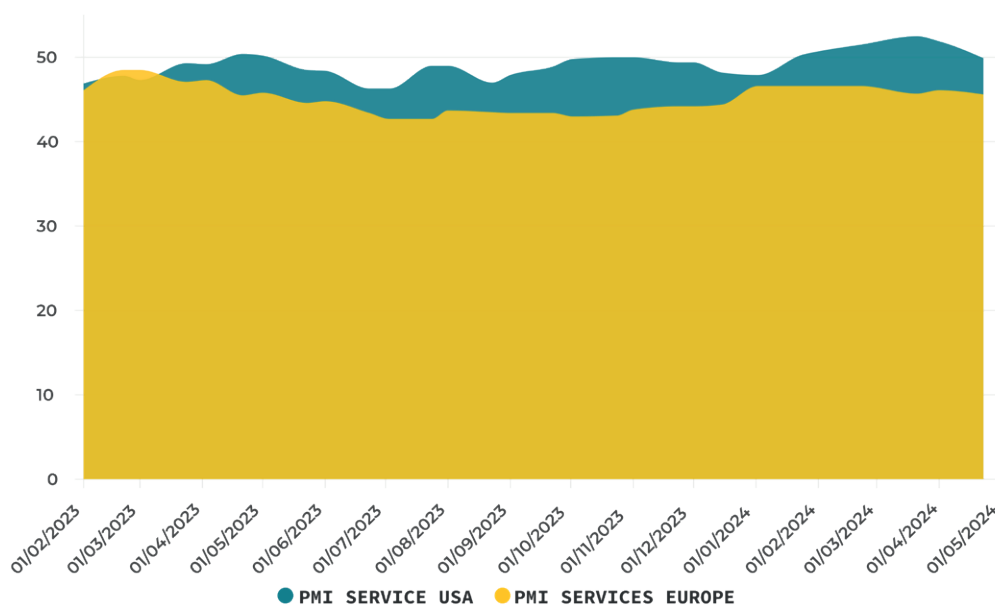
En Chine, l'indice PMI manufacturier est demeuré pratiquement inchangé, progressant modestement de 52,5 en mars 2024 à 52,7 en avril 2024. Cette stabilité témoigne d'une continuité de l'activité industrielle dans l'économie chinoise.

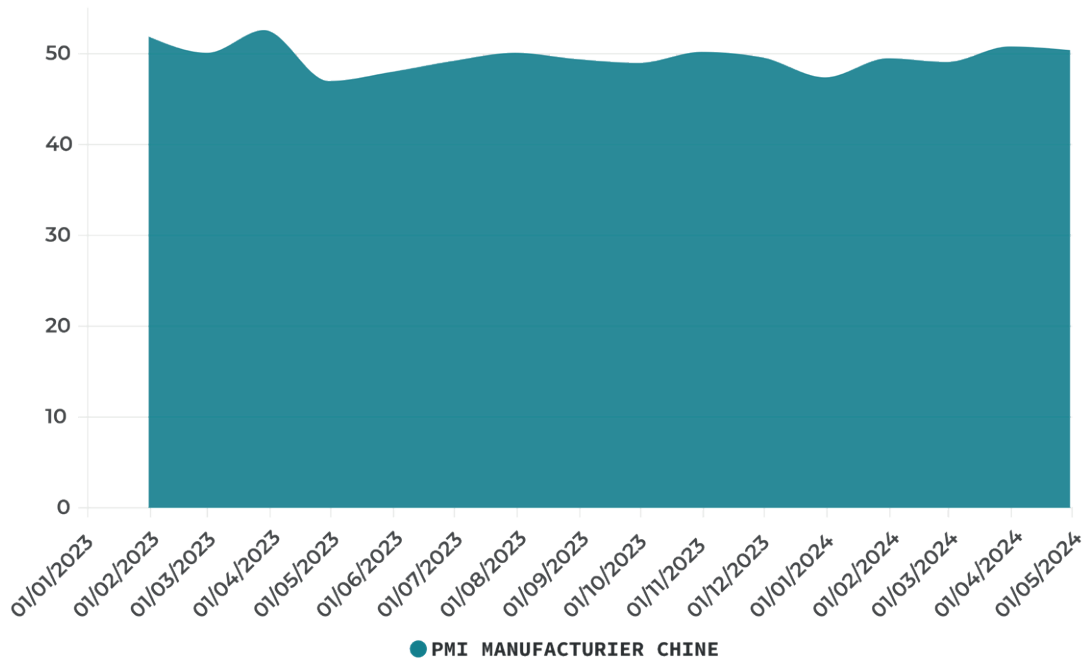
En revanche, l'indice PMI manufacturier européen a connu une baisse, déclinant à environ 45,6 par rapport à 45,7 à la fin de mars 2024. Ces valeurs inférieures à 50 indiquent une contraction de l'activité manufacturière en Europe. Cette situation suscite des inquiétudes quant à la dynamique économique de la région et peut être attribuée à divers facteurs tels que les incertitudes géopolitiques, les contraintes d'approvisionnement et les défis structurels.

Les indices PMI constituent des indicateurs clés pour évaluer la santé du secteur manufacturier dans différentes économies. Ils fournissent des informations précieuses sur la demande, la production, l'emploi et les perspectives économiques globales. Les variations observées dans ces indices peuvent influencer les décisions d'investissement, les stratégies commerciales des entreprises et les politiques économiques des gouvernements.

Il convient de noter que le seuil de 50 dans les indices PMI indique l'absence de variation par rapport au mois précédent. Un chiffre supérieur à 50 indique une expansion, tandis qu'un chiffre inférieur à 50 indique une contraction de l'activité économique.

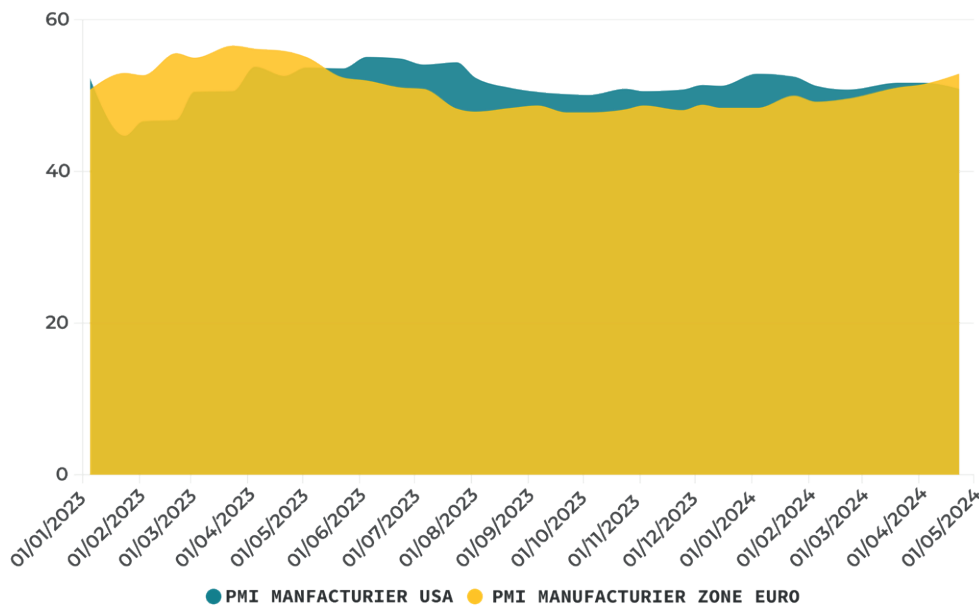
Figure 10 >> Évolution journalière de l'indice PMI manufacturier (en niveau d'indice)

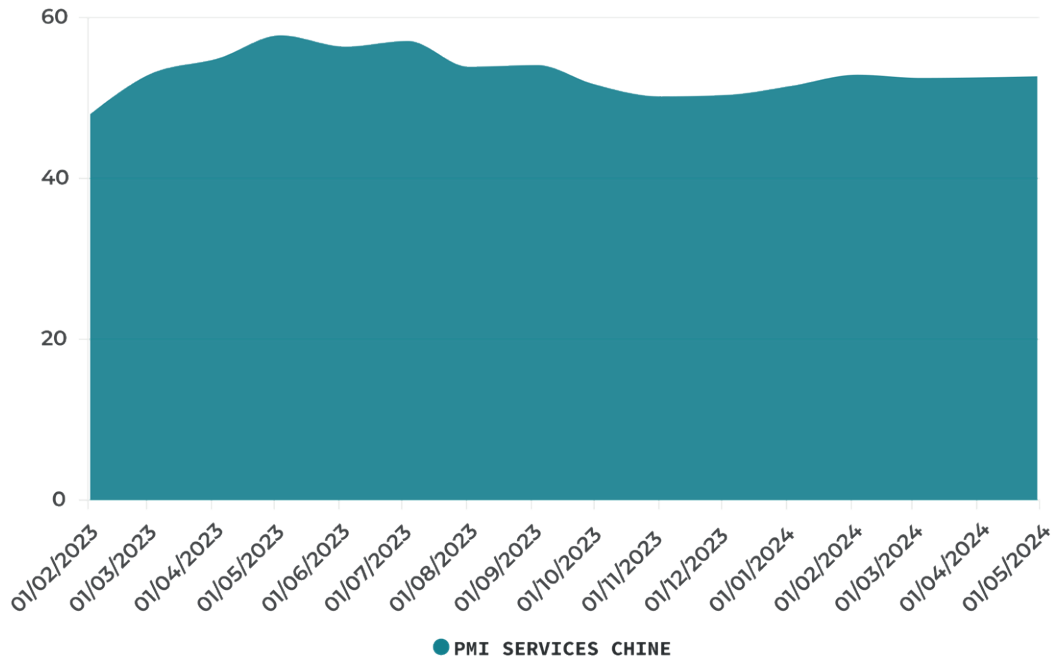




Source : Investing.com

Figure 11 » Évolution journalière de l'indice PMI services (en niveau d'indice)





Source : Investing.com

Encadré 1 : Problématique du cycle infernal de la dette publique des économies en développement. Cas des pays de l'Afrique subsaharienne

La dette internationale est devenue un enjeu crucial pour de nombreux pays en développement, en particulier ceux de l'Afrique subsaharienne qui font face à des défis économiques et à des contraintes budgétaires majeurs. Cette situation soulève des questions sur le cycle infernal de la dette publique des économies de la région de l'Afrique subsaharienne ainsi que de son impact sur le développement économique à long terme de ceux-ci.

En effet, d'après le Fonds Monétaire International, l'augmentation de la dette publique a conduit à des défis financiers importants pour les pays de la région de l'Afrique subsaharienne. Les possibilités de refinancement de la dette arrivant à échéance se sont réduites, ce qui a obligé les pays à faire face à des choix stratégiques difficiles. Dans ce contexte, la restructuration de la dette est devenue une option envisagée par certains pays pour gérer la vulnérabilité de leur dette et assurer sa viabilité.

Cela dit, nous constatons que l'endettement des pays en développement est souvent accompagné de difficultés, notamment une dépendance accrue envers les créanciers internationaux, des charges de remboursement élevées et une réduction des investissements dans des secteurs essentiels tels que l'éducation et les infrastructures. Cette situation peut entraver la croissance économique, creuser les inégalités et limiter les possibilités d'amélioration des conditions de vie pour les populations locales.

De ce fait, cet encadré examine les différents mécanismes par lesquels la dette internationale influence le développement économique des pays en développement. Il explore les conséquences de la dette sur les politiques publiques, l'investissement, la croissance économique, l'accès aux services essentiels et la réduction de la pauvreté.

Il met également en lumière les efforts déployés au niveau international pour atténuer le fardeau de la dette des pays en développement, tels que les initiatives d'allègement de la dette, les mécanismes de restructuration de la dette et les programmes de développement soutenus par des bailleurs de fonds internationaux.

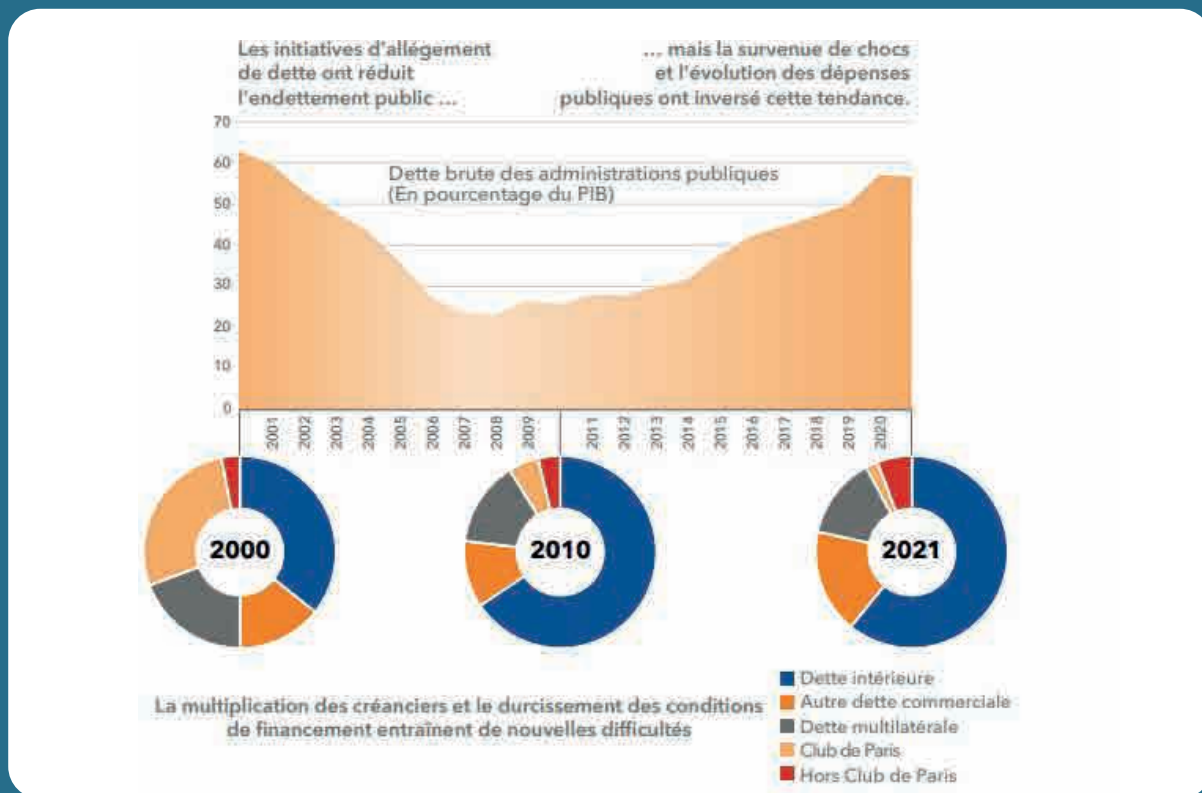
1. Evolution du profil de la dette publique en Afrique Subsaharienne

Au cours de la dernière décennie, la dette publique en Afrique subsaharienne a connu une augmentation significative. Cette hausse est principalement attribuée aux programmes budgétaires et aux investissements publics entrepris par les pays pour répondre à leurs besoins de développement. Cependant, des facteurs tels que les dérapages budgétaires, les chocs économiques successifs, notamment la pandémie de COVID-19, ainsi que l'augmentation des prix mondiaux des denrées alimentaires, des carburants et des engrais suite à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, ont également contribué à cette augmentation.

Récemment, de nombreux pays de l'Afrique subsaharienne ont rencontré des difficultés pour se financer sur le marché, soit en raison d'un accès limité, soit en raison de coûts d'emprunt élevés. En effet, les pays avancés ont relevé leurs taux d'intérêt pour lutter contre l'inflation, ce qui a eu un impact sur les taux d'emprunt des pays subsahariens. De plus, les investisseurs internationaux sont devenus plus réticents à prendre des risques, ce qui a réduit les flux de financement disponibles pour les pays de la région. En conséquence, les opportunités de refinancement de la dette arrivant à échéance se sont considérablement réduites, confrontant ainsi les pays à des choix stratégiques difficiles.

Dans ce contexte, certains pays envisagent sérieusement la possibilité de restructurer leur dette afin de faire face à la vulnérabilité de celle-ci et de garantir sa viabilité à long terme. La restructuration de la dette devient ainsi un sujet d'attention majeur. Cette note analyse l'augmentation de la dette et l'évolution de ses caractéristiques, puis explore les défis et les compromis associés au processus de restructuration.

Figure 12 » Evolution du profil de la dette en Afrique Subsaharienne



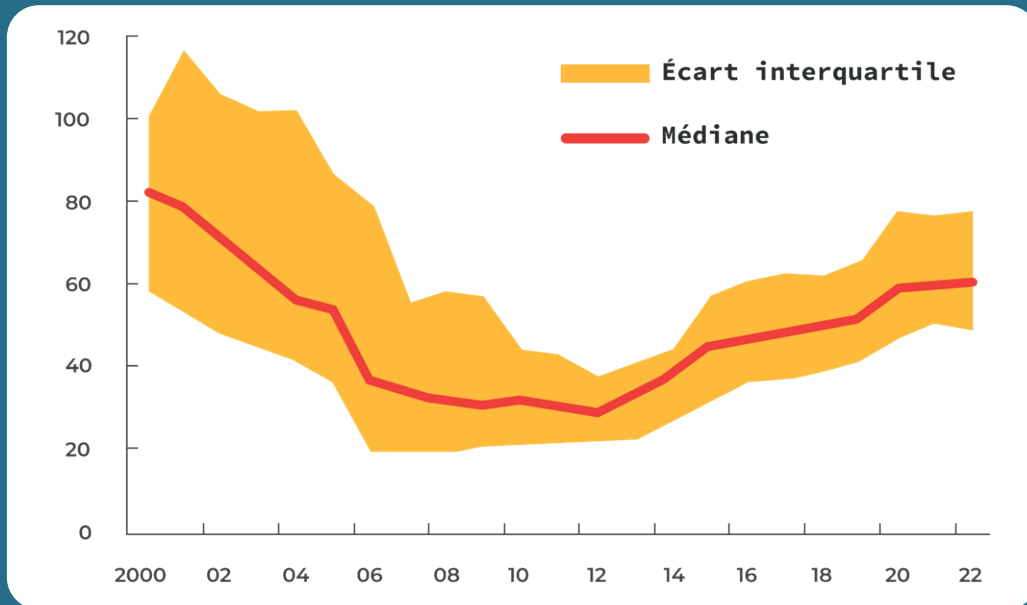
Source : FMI (2023)

En effet, les ratios d'endettement public ont augmenté en Afrique subsaharienne. Entre 2012 et 2022, le ratio médian de la dette publique par rapport au PIB s'est accru d'environ 30 points de pourcentage, passant de 28,8 % du PIB à 59,1 % (Figure 1 et Figure 2). Cet accroissement est survenu après une décennie de forte diminution de l'endettement grâce à l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTe) et à l'initiative d'allègement de la dette multilatérale.

La hausse des ratios d'endettement a été généralisée, survenant dans tous les pays de la région à l'exception de quatre, mais a suivi un rythme très variable : 6 pays ont connu une augmentation de 1 à 20 points de pourcentage, 29 ont enregistré une hausse de 20 à 50 points de pourcentage et 5 pays ont vu une hausse supérieure à 50 points de pourcentage. Le service des intérêts de la dette publique s'est également accru, diminuant les ressources disponibles pour financer les besoins de développement, en passant d'une médiane de 4,6 % des recettes publiques (hors dons) à fin 2012 à 10,4 % à fin 2022. Selon les données présentées dans la Figure 12, il est clair que sur la période allant de 2000 à 2022, la structure de la dette révèle une concentration significative au niveau des dettes multilatérales, suivie par les autres dettes commerciales.

Cette observation soulève plusieurs points d'analyse importants. Tout d'abord, la prédominance des dettes multilatérales indique une forte dépendance des pays en question vis-à-vis des institutions financières internationales telles que la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et d'autres banques régionales de développement. Cette dépendance peut être attribuée à plusieurs facteurs, notamment des besoins de financement accrus pour des projets de développement majeurs ou des ajustements structurels imposés par ces institutions. En ce qui concerne les autres dettes commerciales, leur positionnement en deuxième place soulève des questions quant à la nature de ces créances. Il est possible qu'il s'agisse de prêts contractés auprès d'entités privées, telles que des investisseurs institutionnels, dans le but de financer des projets spécifiques ou de combler des déficits budgétaires.

Figure 13 » Ratio de la dette publique



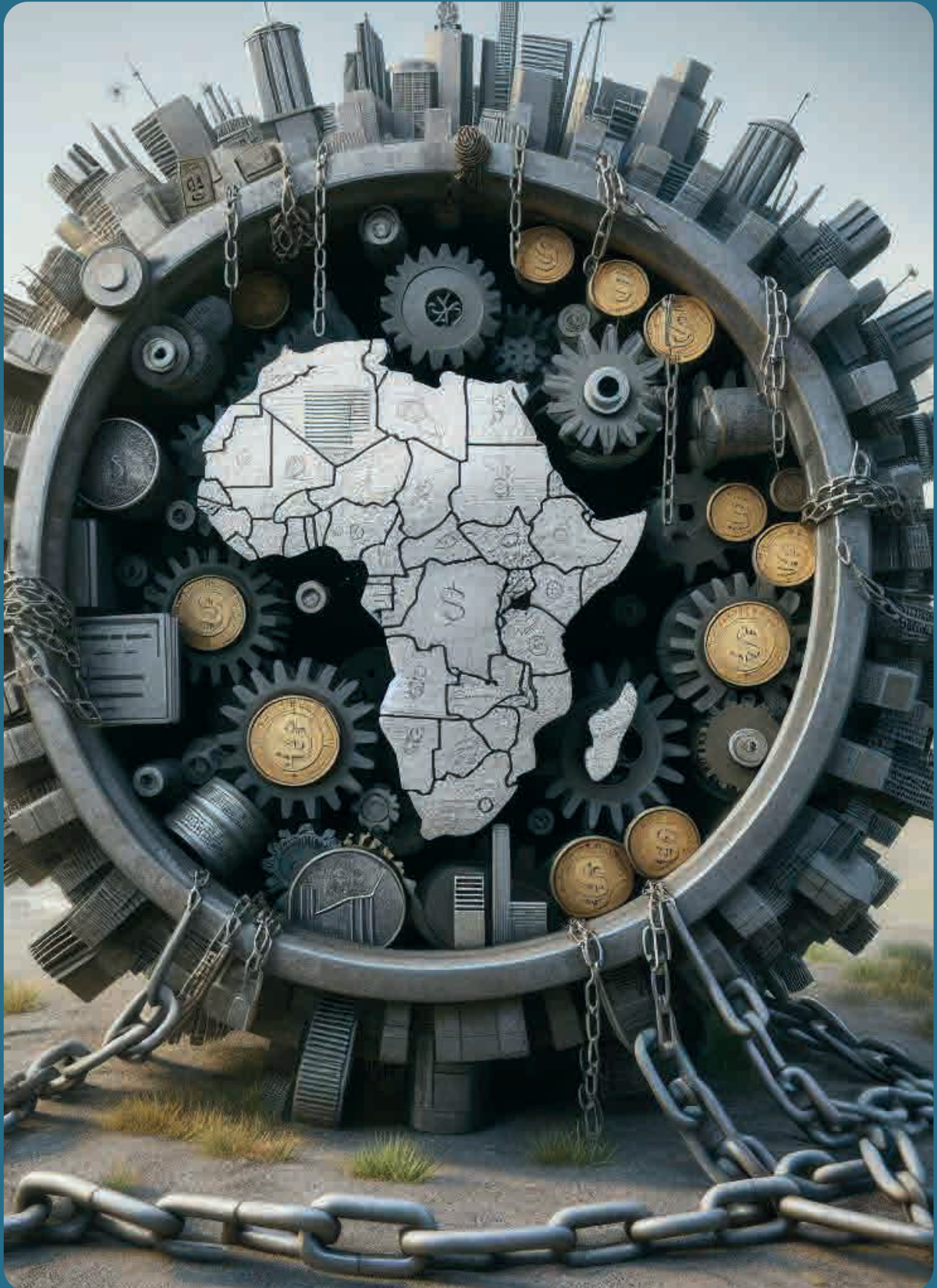
Source : FMI (2023)

2. Conclusion

En définitive, la crise de la dette qui sévit actuellement dans de nombreuses économies en développement, en particulier en Afrique subsaharienne, soulève des questions sur les disparités économiques mondiales et les inégalités dans le système financier international. Alors que les pays riches peuvent lever de l'argent presque continuellement et soutenir des dettes importantes, les pays pauvres rencontrent des difficultés pour obtenir des prêts et sortir de la spirale de l'endettement.

De ce fait, des mesures doivent être prises pour permettre aux pays en développement de sortir de cette spirale de l'endettement et de réaliser leur potentiel de développement.

Par ailleurs, Cela nécessite également une réforme du système financier mondial, une coopération internationale accrue et une gestion plus durable de la dette.





II. Contexte national

II.1. Evolution de l'économie nationale

L'actualité économique du mois d'avril 2024 a été marquée par plusieurs faits notables : (i) le rapport publié par RAID UK et AFREWATCH sur l'exploitation minière en RDC révèle des conséquences désastreuses et appelle à des réformes urgentes ; (ii) la Banque centrale du Congo (BCC) a fait état d'une baisse significative des actifs des banques commerciales en monnaie nationale; (iii) Tenke Fungurume Mining (TFM) a enregistré des résultats solides en 2023 avec une production record de cuivre et de cobalt. Plus explicitement, ces faits sont présentés comme ci-dessous :

1. Le rapport publié par RAID UK et AFREWATCH sur l'exploitation minière en RDC révèle des conséquences désastreuses et appelle à des réformes urgentes

Un rapport par les organisations RAID UK et AFREWATCH révèle les conséquences désastreuses de l'exploitation du cuivre et du cobalt sur les populations riveraines des sites miniers dans la région du Katanga, au sud-est de la République démocratique du Congo (RDC). Le rapport dénonce la contamination de l'eau et l'épuisement des ressources hydriques causés par les activités minières, privant ainsi des centaines de milliers de personnes de leur droit à l'eau potable et à un environnement sain. La région du Katanga, qui regorge de cobalt et de cuivre, se transforme en une "zone sacrifiée" où les populations subissent des effets néfastes sur leur santé et leurs droits humains.

Ces témoignages recueillis par les enquêteurs confirment l'impact dévastateur de la pollution de l'eau sur la santé des populations, en particulier des femmes et des filles. Les revenus déjà faibles des habitants sont également affectés par la diminution des ressources naturelles.

Le rapport met en évidence la responsabilité des sociétés minières, majoritairement chinoises et européennes, qui ne prennent pas les mesures nécessaires pour protéger les populations et l'environnement, malgré les études d'impact environnemental et social qui identifient les risques. Le gouvernement de la RDC, malgré les lois en vigueur, n'arrive pas à faire respecter les normes environnementales. Le manque de ressources, d'expertise et de coordination entre les agences gouvernementales fragilise le contrôle des activités minières, selon le rapport.

Face à l'inaction du gouvernement, les communautés locales ont décidé d'agir en justice pour défendre leurs droits. Des affaires ont été portées devant les tribunaux de Kolwezi et Lubumbashi, et des plaintes ont été déposées contre les sociétés minières et les agences gouvernementales.

Les mines concernées par ce rapport sont : Tenke Fungurume Mining (détenue par CMOC), Metalkol (Eurasian Resources Group), COMMUS (Zijin Mining), Kamoto Copper Company (KCC) et Mutanda Mining (MUMI) détenues par Glencore.

Pour remédier à ce problème, le rapport de RAI et AFREWATCH appelle à une action urgente de la part des sociétés minières, du gouvernement congolais et de la communauté internationale pour mettre fin à l'exploitation néfaste des ressources naturelles en RDC.

Afin de remédier à la situation préoccupante de l'exploitation minière dans la région du Katanga en République démocratique du Congo, plusieurs recommandations à la fois pour les entreprises minières et pour le gouvernement congolais s'imposent :

Recommandations aux entreprises minières :

- Prendre des mesures immédiates pour minimiser l'impact environnemental et social de leurs opérations minières, en mettant en place des politiques et des pratiques responsables, conformes aux normes internationales.
- Effectuer des évaluations régulières et transparentes des risques environnementaux et sociaux associés à leurs activités, et mettre en œuvre des mesures d'atténuation appropriées.
- Renforcer la participation des communautés locales et des groupes de la société civile dans les processus décisionnels liés aux opérations minières, en favorisant le dialogue et la consultation.
- Investir dans des initiatives de développement durable dans les communautés locales, en mettant l'accent sur l'accès à l'eau potable, la protection de l'environnement et le soutien aux moyens de subsistance des populations affectées.
- Assurer une transparence totale en ce qui concerne leurs activités, y compris la divulgation des revenus générés, les paiements effectués aux gouvernements et les contrats conclus.

Recommandations au gouvernement congolais :

- Renforcer l'application des lois et des réglementations environnementales, en mettant en place des mécanismes de surveillance efficaces et en sanctionnant les violations.
- Améliorer la coordination et la collaboration entre les agences gouvernementales concernées, en vue de renforcer le contrôle et la réglementation des activités minières.
- Renforcer les capacités des organismes gouvernementaux responsables de la protection de l'environnement et des droits humains, en leur fournissant des ressources adéquates et une formation spécialisée.
- Promouvoir la transparence dans le secteur minier en publiant des rapports réguliers sur les revenus générés, les paiements effectués par les sociétés minières et les bénéfices tirés par les communautés locales.
- Soutenir activement les communautés affectées par l'exploitation minière en assurant leur accès à la justice, en facilitant les mécanismes de plainte et en garantissant une réparation adéquate pour les préjudices subis.

2. La Banque centrale du Congo (BCC) a fait état d'une baisse significative des actifs des banques commerciales en monnaie nationale

Selon le rapport de conjoncture économique de la Banque centrale du Congo (BCC), il a été observé une baisse significative des avoirs en monnaie nationale pour les banques commerciales au cours de la semaine du 29 mars au 5 avril 2024. Les avoirs en monnaie nationale ont enregistré une diminution de 61,8 milliards de francs congolais (CDF), atteignant ainsi un total de 2 904,2 milliards de CDF. Cette évolution a conduit à une position nette des avoirs en monnaie nationale pour les banques commerciales, avec une réserve obligatoire de 2 376,0 milliards de CDF.

En analysant la semaine en question, il est important de souligner que le marché interbancaire n'a enregistré aucune transaction. Les volumes cumulés des transactions mensuelles et annuelles à fin mars 2024 se sont élevés respectivement à 59,0 milliards de CDF et 159,0 milliards de CDF. Toutefois, cette période a été marquée par une activité minimale sur le marché monétaire, avec des taux de souscription faibles aux obligations de la BCC et l'absence totale d'opérations enregistrées sur le marché interbancaire ou à la Banque centrale.

En examinant plus largement l'année 2023, le volume des transactions sur le marché monétaire a atteint 373,0 milliards de CDF, avec des taux d'intérêt oscillant entre 25,0% et 26,0% pour les différentes fenêtres. Cependant, la semaine sous revue a été caractérisée par une faible activité sur le marché monétaire, ce qui s'est traduit par des taux de souscription insuffisants aux obligations de la BCC et l'absence d'opérations sur le marché interbancaire ou à la Banque centrale.

De plus, aucune transaction n'a été enregistrée dans le guichet des prêts à court terme au cours de la période sous revue ni en mars 2024. La dernière opération enregistrée dans ce domaine remonte à février, avec des volumes cumulés de transactions mensuelles et annuelles à fin février s'élevant respectivement à 130,0 milliards de CDF et 350,0 milliards de CDF.

Ces évolutions soulèvent des préoccupations quant à la dollarisation de l'économie congolaise. En effet, une diminution des avoirs en monnaie nationale peut renforcer la dépendance à l'égard du dollar américain. Les agents économiques pourraient être incités à privilégier la détention d'actifs en dollars plutôt qu'en monnaie nationale, ce qui entraînerait une augmentation de l'utilisation du dollar dans les transactions commerciales et financières. Cette situation peut être exacerbée par la forte volatilité du taux de change, ce qui représente un risque supplémentaire pour l'économie congolaise.

Il convient de souligner que la dollarisation de l'économie peut avoir des conséquences complexes, notamment en termes de perte de contrôle de la politique monétaire, d'instabilité monétaire et de risques accrus liés aux fluctuations des taux de change. Afin de faire face à ces défis, il est essentiel que les autorités monétaires entreprennent des mesures appropriées pour promouvoir l'utilisation de la monnaie nationale, renforcer la stabilité économique et mettre en œuvre des politiques monétaires efficaces.

Il est important d'évaluer les politiques de dollarisation en place et d'identifier les facteurs qui contribuent à la baisse des actifs en monnaie nationale. Cela peut inclure un examen des politiques monétaires, des réglementations sur les devises étrangères et des incitations à l'utilisation du dollar. Si nécessaire, des ajustements peuvent être envisagés pour réduire la dépendance excessive au dollar.

De plus, il est important de promouvoir l'inclusion financière et d'encourager l'utilisation de services financiers en monnaie nationale. Cela peut se faire en améliorant l'accès aux services bancaires, en développant des produits et des infrastructures financières adaptés aux besoins locaux, et en sensibilisant le public aux avantages de l'utilisation de la monnaie nationale.

Des mesures de stabilisation macroéconomique peuvent être mises en place pour réduire la volatilité des taux de change et favoriser la confiance dans la monnaie nationale. Cela peut inclure des politiques budgétaires prudentes, des politiques monétaires cohérentes et des réformes structurelles visant à améliorer la compétitivité et la productivité de l'économie.

3. Tenke Fungurume Mining (TFM) a enregistré des résultats solides en 2023 avec une production record de cuivre et de cobalt

Tenke Fungurume Mining (TFM) annonce avoir produit pour l'exercice 2023, 280.297 tonnes de cathode de cuivre contre 254.286 tonnes pour 2022, et 21.592 tonnes de cobalt métal sous forme d'hydroxyde de cobalt contre 20.621 tonnes pour 2022.

Pour la même période, la société a versé un montant net d'environ 1 milliard 123 millions 72 USD contre 987,35 millions USD en glissement annuel, au titre d'impôt et autres paiements connexes au Trésor public et à d'autres services administratifs publics de la République Démocratique du Congo. Depuis le démarrage du projet en 2006, ces paiements ont atteint un montant total d'environ 5,891 milliards USD.

La société a aussi réalisé d'importants investissements dans le domaine du développement communautaire. En effet, depuis 2006, TFM a financé pour un total de 284,02 millions USD des projets communautaires, dont 19,20 millions USD en 2023. En outre, TFM alloue 0,3% de son chiffre d'affaires à la DOT TFM, anciennement Fonds social communautaire de TFM. Depuis le lancement de la production, les contributions à ce fonds s'élèvent à 68,83 millions USD, dont 9,77 millions USD en 2023.

En entreprise citoyenne, TFM se conforme religieusement à ses obligations. Les paiements des taxes, les primes de cession, les frais de consultance et les prêts à faible intérêt accordés par TFM et son actionnaire majoritaire à l'entreprise d'État congolais, les paiements des actifs locaux, les contributions au développement communautaire et les contributions au Fonds représentent, dans l'ensemble, une somme de 6,60 milliards USD en contributions financières et contributions au développement communautaire faites à la RDC.

Au regard des conditions fiscales actuelles appliquées à TFM, plus de la moitié des retombées économiques générées par le projet restent en RDC sous forme de taxes, redevances et droits. Et si l'on inclut les impacts économiques résultant de la fourniture des services au niveau local, tels que l'achat de l'énergie auprès de la SNEL, c'est plus de deux tiers des retombées du projet qui restent au pays.

Étant l'un des plus grands producteurs de cuivre de la RDC, et avec des perspectives de croissance et de succès constants, TFM contribue à la croissance de la RDC.

Voici quelques recommandations pour Tenke Fungurume Mining (TFM) et le gouvernement de la RDC :

- ◇ *Durabilité environnementale* : TFM devrait continuer à mettre l'accent sur la durabilité environnementale en adoptant des pratiques minières responsables. Cela implique de minimiser les impacts environnementaux, de prévenir la pollution, de restaurer les zones dégradées et de favoriser une utilisation efficace des ressources naturelles.
- ◇ *Engagement communautaire* : TFM devrait maintenir et renforcer son engagement envers les communautés locales. Il est essentiel d'établir des partenariats solides et transparents avec les communautés, en prenant en compte leurs besoins, leurs préoccupations et en favorisant leur participation. Cela peut inclure des initiatives de développement social et économique, des programmes éducatifs, des projets d'infrastructure et des opportunités d'emploi local.
- ◇ *Mise en œuvre complète de l'EITI* : TFM devrait travailler en étroite collaboration avec les autorités compétentes et les autres parties prenantes pour mettre en œuvre pleinement les normes de l'EITI. Cela comprend la divulgation régulière et transparente des paiements effectués à destination du gouvernement, ainsi que des revenus générés par les ressources naturelles.

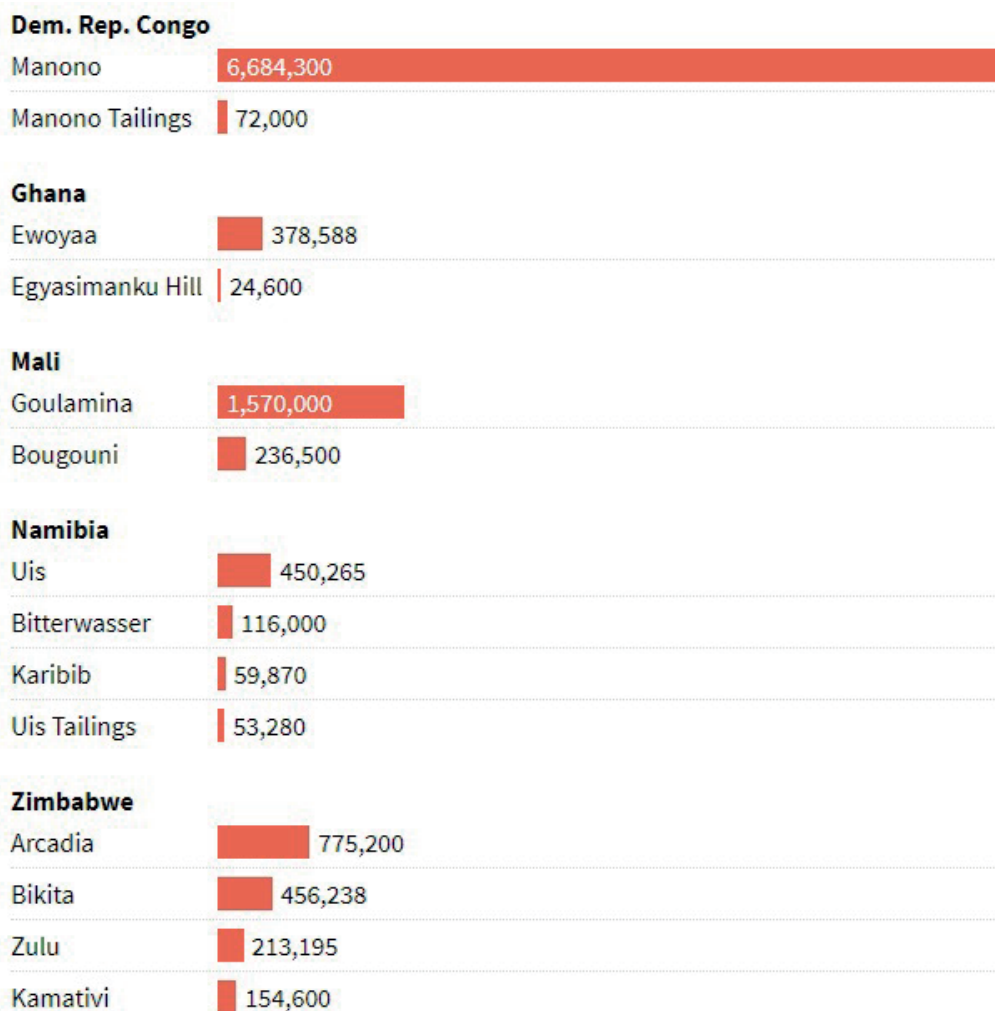
- ◇ *Transparence des contrats* : TFM devrait s'engager à publier les contrats pertinents liés à ses opérations minières, conformément aux principes de l'EITI. Cela permettra de garantir la transparence dans les transactions commerciales et d'éviter les risques de corruption.
- ◇ *Innovation et recherche* : TFM devrait encourager l'innovation et investir dans la recherche pour améliorer ses processus de production, réduire les impacts environnementaux, optimiser l'utilisation des ressources et développer de nouvelles technologies minières durables. L'adoption de pratiques et de technologies innovantes peut contribuer à renforcer la compétitivité de l'entreprise tout en réduisant son empreinte environnementale.
- ◇ *Renforcement de la gouvernance et de la transparence* : Le gouvernement de la RDC devrait continuer à renforcer la gouvernance et la transparence dans le secteur minier. Cela inclut l'adoption de politiques et de réglementations claires, la promotion de la transparence des contrats et des paiements, ainsi que la lutte contre la corruption.
- ◇ *Promotion d'un environnement favorable aux investissements* : Le gouvernement de la RDC devrait créer un environnement favorable aux investissements dans le secteur minier en mettant en place des réglementations stables et prévisibles, en simplifiant les procédures administratives et en offrant des incitations appropriées. Cela encouragera les investissements étrangers et nationaux, favorisant ainsi le développement du secteur minier et la création d'emplois.
- ◇ *Promotion des partenariats public-privé* : Le gouvernement devrait encourager les partenariats public-privé dans le secteur minier. Cela peut comprendre des initiatives de coentreprise, des programmes de développement communautaire conjoints et des collaborations dans la recherche et le développement de nouvelles technologies. Les partenariats public-privé peuvent favoriser une meilleure utilisation des ressources, un partage équitable des avantages et une plus grande responsabilité sociale et environnementale.

II.2. Activité économique

L'approvisionnement mondial en lithium est actuellement dominé par l'Australie, le Chili et la Chine, qui représentaient ensemble plus de 90% des 130 000 tonnes produites dans le monde en 2022. Cependant, avec une demande de lithium prévue pour augmenter six fois entre 2022 et 2035 si les objectifs climatiques existants doivent être atteints, le paysage est sur le point de changer rapidement. Des projets à un stade d'exploration prennent de l'ampleur à travers le monde et l'Afrique ne fait pas exception. Des ressources de lithium ont été identifiées au Zimbabwe, en Namibie, au Ghana, en République démocratique du Congo (RDC), au Mali et en Éthiopie. Plusieurs projets sur le continent ont été soutenus par des acteurs majeurs de l'industrie des batteries et des matières premières tels que CATL, Ganfeng Lithium et Glencore. Néanmoins, la grande majorité des projets de lithium africains en sont encore à un stade d'exploration ou de développement.



Figure 14 » : Le paysage du lithium en Afrique



Source : S&P Capital IQ data

La RDC abrite ce que certains considèrent comme le plus grand gisement de lithium au monde. Les estimations de 6,6 millions de tonnes de lithium présentes dans le sol autour de la ville isolée de Manono pourraient transformer ses perspectives économiques et le placer à l'avant-garde de la révolution de l'énergie verte.

Les efforts visant à développer la mine de Manono-Kitotolo ont été entravés par un litige sur la propriété de la licence d'exploitation minière entre la société australienne cotée en bourse AVZ Minerals et le conglomérat chinois Zijin Mining. Le projet a été l'objet de nombreux litiges, d'accusations de jeu déloyal et d'une enquête de l'agence anti-corruption de l'État congolais. Cinq ans après la confirmation des gisements de lithium à Manono, le projet semble encore loin de produire le lithium nécessaire pour alimenter la révolution des véhicules électriques, et encore moins de verser des redevances minières au gouvernement congolais, qui est en difficulté financière.

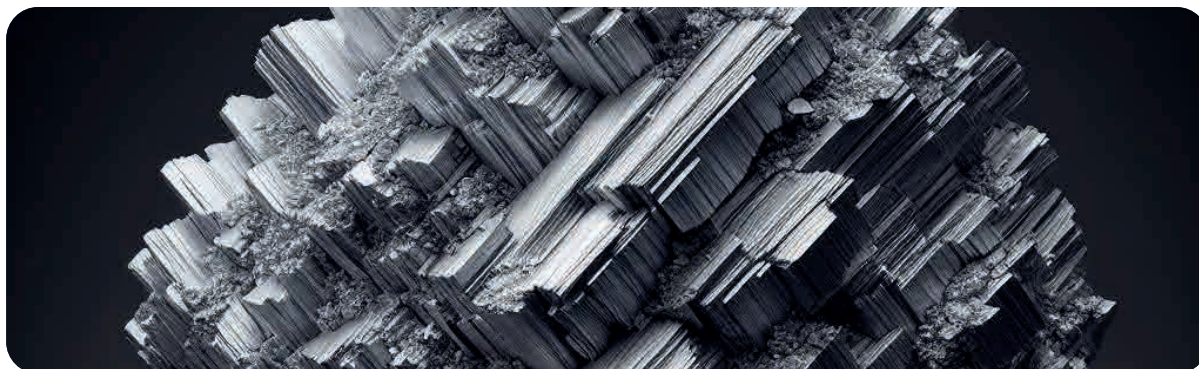
Pendant ce temps, AVZ Minerals a vu son cours de bourse chuter en raison des problèmes liés au projet Manono. Son cours a chuté de 40 % en un peu plus d'un mois avant que la société ne suspende volontairement les échanges en mai 2022. La suspension reste en vigueur.

AVZ a d'abord acquis une participation dans le projet Manono en 2017, concluant un accord pour acquérir 60 % du partenariat Manono. La société congolaise d'État COMINIÈRE a quant à elle conservé 30 % du projet, le reste étant détenu par une mystérieuse société appelée Dathomir Mining Resources (Global Witness, 2023). AVZ a également signé des accords avec certains des plus grands acteurs du secteur chinois des métaux de batterie. Elle a établi une "relation stratégique" avec Zhejiang Huayou Cobalt, l'un des principaux producteurs mondiaux de matériaux de batterie. AVZ a également conclu un accord avec CATH, une filiale du géant chinois des batteries Contemporary Amperex Technology Co (CATL) - le plus grand producteur mondial de batteries pour véhicules électriques - pour lui fournir 50 % du lithium extrait de la mine. L'accord prévoyait que CATH achète une participation de 24 % dans le partenariat à AVZ.

Mais en 2021, COMINIÈRE a accepté de vendre une partie de ses actions dans le partenariat au géant minier chinois Zijin. AVZ affirme qu'elle avait les "droits de préemption" en cas de décision de COMINIÈRE de vendre ses actions dans le projet. AVZ ayant déjà accepté de vendre 24 % du projet à CATH et un accord avec Dathomir pour acheter ses parts restantes dans le partenariat étant contesté devant un tribunal congolais, le contrôle majoritaire de l'entreprise australienne sur le projet était remis en question. Zijin affirme quant à lui être le propriétaire légitime de 15 % du projet.

L'avenir du projet de lithium de Manono, potentiellement le plus grand d'Afrique, reste enveloppé d'incertitude. En janvier 2023, le ministre des mines de la RDC a refusé de convertir la licence d'exploration du projet d'AVZ en licence d'exploitation permettant le démarrage de l'exploitation minière. Le ministre a cité comme raison de ne pas accorder la licence les "conflits persistants, les désaccords récurrents entre actionnaires et la prise d'otage du projet". Le permis d'exploitation minière de Manono a été réattribué à COMINIÈRE et en octobre 2023, le permis a été scindé en deux, la section nord-est étant accordée à une nouvelle société en coentreprise contrôlée par Zijin Mining et COMINIÈRE. AVZ a publiquement critiqué cette décision en affirmant qu'elle ne reposait sur "aucun fondement juridique". Lorsqu'il a été contacté par Global Witness avant la publication, AVZ a déclaré qu'il "croit que Jin Cheng [la filiale de Zijin], Dathomir et Cominière agissent de concert pour cristalliser les litiges avec AVZ et perturber et retarder le développement du projet de Manono dans le but de prendre le contrôle". AVZ a également souligné qu'il est engagé dans de multiples procédures d'arbitrage avec ces trois sociétés.

Le gigantesque gisement de lithium de la RDC est encore au moins à deux ans de la production de lithium. La mauvaise gouvernance, la corruption et la volonté des investisseurs de fermer les yeux sur les signaux d'alerte semblent tous avoir joué un rôle dans le blocage du projet. Pendant ce temps, la population de Manono - et le trésor de la RDC - attendent toujours que le lithium leur apporte des avantages tangibles.



II.3. Dynamique des prix

Les projections de Congo Challenge indiquent que la dynamique de l'inflation se serait modérément ralentie en avril 2024, mais devrait rester très forte pendant une longue période, comparativement à mars 2024. Comme l'indique le tableau ci-dessous, les prix continueraient d'augmenter en avril 2024.

En effet, pour ce qui est du taux d'inflation hebdomadaire, il table sur une inflation de 0,32% à la quatrième semaine du mois d'avril 2024, soit un repli de 20,97% comparée à celui enregistré à la clôture de mars 2024 où ce taux s'était fixé à 0,40%.

Quant au taux d'inflation cumulée, il se fixerait à 4,55% à la quatrième semaine d'avril 2024 contre 3,80% un mois plutôt, soit une variation positive de 19,67%.

S'agissant de l'inflation en glissement annuel, les projections de Congo Challenge indiquent que l'inflation en glissement annuel s'établirait à 21,17% à la quatrième semaine d'avril 2024 contre 21,52% un mois plutôt, soit une baisse de 1,62%. A ce rythme, nos projections tablent sur un niveau d'inflation de 14,59% en fin d'année 2024 contre 16,11% réalisé en mars 2024.

Plusieurs facteurs pourraient expliquer l'accélération des prix observée entre mars 2024 et avril 2024. Il pourrait s'agir de :

- La hausse des prix des matières premières. La RDC est un pays importateur net de matières premières, notamment de produits alimentaires, de carburants et de produits manufacturés. La hausse des prix de ces matières premières a entraîné une hausse des coûts d'importation, ce qui a contribué à l'inflation.
- La hausse de la demande. La reprise économique en cours en RDC a entraîné une hausse de la demande de biens et services, ce qui pourrait également contribuer à l'inflation.
- Mauvaise coordination entre la Banque centrale du Congo et le gouvernement. En effet, le financement monétaire par la BCC (non-respect du pacte de stabilité), la non-maîtrise de la chaîne de dépenses et les dépenses non essentielles créent une surliquidité de francs congolais dans l'économie et, de ce fait, accélèrent le rythme de l'inflation.

Dans l'ensemble, les anticipations d'inflation à moyen terme demeurent non ancrées au niveau de la cible d'inflation de la BCC (soit 7%) et les risques à la hausse de l'inflation pourraient provoquer des nouvelles tensions sur les coûts de l'énergie et des produits alimentaires.



Tableau 1 : Évolution de l'inflation (Avril 2024)

	Inflation hebdomadaire	Inflation cumulée	Inflation en glissement annuel	Inflation annualisée
Semaine 1	0,13	3,94	21,34	15,44
Semaine 2	0,15	4,09	21,34	14,92
Semaine 3	0,12	4,22	21,25	14,38
Semaine 4	0,32	4,55	21,17	14,59

Source : Projections Congo Challenge, avril 2024.



Encadré 2 : Impact de l'incertitude sur l'inflation en RDC

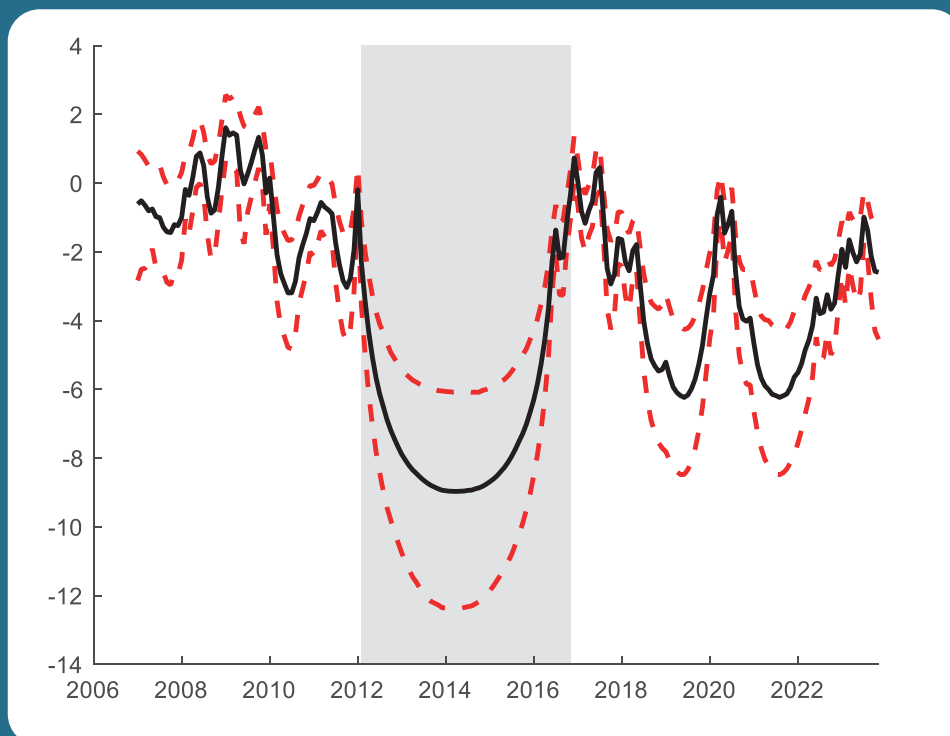
Il existe une vaste littérature sur la compréhension de la relation entre l'inflation future et l'incertitude liée à l'inflation. Friedman (1977), dans sa conférence Nobel, postule que des taux d'inflation plus élevés pourraient potentiellement générer une plus grande incertitude de l'inflation à l'avenir. Dans cette étude, nous intéressons à estimer l'incertitude liée à l'inflation dans le cas de la RDC et son impact sur l'inflation future, pour une période allant de janvier 2007 à Décembre 2023. A cet effet, nous utilisons le modèle de volatilité stochastique dans la moyenne avec des paramètres variant dans le temps (Chan, 2017). Dans les Figures ci-dessous, nous représentons l'évolution de la volatilité de l'inflation (h_t), (autrement appelée incertitude liée à l'inflation) et de l'impact de l'incertitude sur l'inflation (α_t) ainsi que les intervalles de crédibilité à 90% associés.

Les résultats obtenus à partir des estimations du modèle de volatilité stochastique dans la moyenne avec des paramètres variant dans le temps révèlent une forte élévation de la volatilité de l'inflation entre janvier 2007 et décembre 2009. Par la suite, nous observons une diminution en 2010, suivie d'une baisse substantielle entre 2012 et 2016. En effet, au cours de la période allant de janvier 2007 à décembre 2023, les années situées entre 2012 et 2016 se caractérisent par une volatilité de l'inflation relativement faible. Ces constatations suggèrent qu'au cours de cette période, l'incertitude liée à l'inflation a sensiblement diminué.

En revanche, nous constatons une augmentation de la volatilité à partir de la fin de l'année 2016, couvrant la période entre 2017 et 2018. Par la suite, nous observons une diminution de la volatilité entre 2018 et le début de l'année 2019. Cependant, la volatilité de l'inflation augmente de manière significative entre 2019 et 2020, avant de connaître une baisse pendant les périodes marquées par la crise de la Covid-19. Après la crise en 2021, la volatilité de l'inflation connaît une augmentation notable jusqu'à la fin de notre échantillon en décembre 2023.

Ces résultats soulignent l'importance de prendre en compte la volatilité de l'inflation lors de l'élaboration des politiques économiques. Une volatilité accrue de l'inflation peut entraîner une incertitude accrue, ce qui peut avoir des répercussions néfastes sur les décisions de consommation et d'investissement. Il convient également de noter que l'analyse de la volatilité de l'inflation peut aider à identifier les périodes de stabilité relative, comme cela a été observé entre 2012 et 2016, où les agents économiques peuvent avoir davantage confiance dans les perspectives inflationnistes. Cependant, la volatilité peut varier en fonction des événements économiques et des chocs externes, comme en témoigne l'augmentation de la volatilité après la crise de la Covid-19.

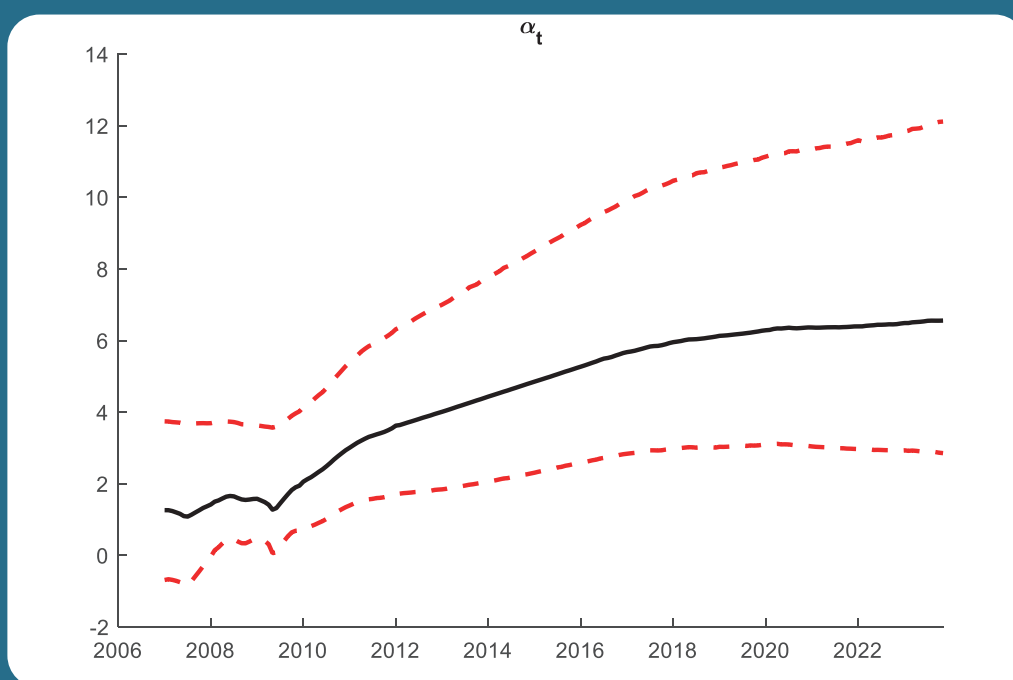
Figure 15 » Volatilité du taux d'inflation



Source: Congo Challenge

Après avoir estimé la volatilité de l'inflation en République démocratique du Congo (RDC), nous avons analysé l'impact de l'incertitude liée à l'inflation sur l'inflation future. Les résultats de nos estimations sont représentés dans la figure ci-dessous. Ils suggèrent que les effets de l'incertitude liée à l'inflation affichent une tendance croissante depuis leur baisse en 2010. En effet, dans l'ensemble, les anticipations d'inflation à moyen terme demeurent désancrées par rapport à la cible d'inflation fixée par la Banque centrale du Congo (BCC), qui est de 7%. Cela est dû à l'impact croissant de l'incertitude liée à l'inflation sur l'inflation en RDC. De plus, cet impact positif de l'incertitude sur l'inflation future est souvent une des causes de la dollarisation. En effet, lorsque l'incertitude liée à l'inflation est élevée, les agents économiques peuvent préférer détenir des actifs libellés en dollar, pour se protéger contre les fluctuations de valeur du franc congolais. Ainsi, si les attentes d'inflation sont désancrées et que l'incertitude est élevée, les agents économiques peuvent craindre que la Banque Centrale du Congo ne soit pas en mesure de contrôler efficacement l'inflation. Dans de tels cas, la dollarisation peut être perçue comme une alternative plus fiable pour maintenir la valeur de l'argent. Ces résultats soulignent l'importance de réduire l'incertitude entourant l'évolution future de l'inflation en RDC. Des anticipations d'inflation bien ancrées sont essentielles pour maintenir la stabilité économique et favoriser des décisions de consommation et d'investissement éclairées.

Figure 16 Impact de l'incertitude liée à l'inflation sur l'inflation future



Source: Congo Challenge

Toutefois, il est important de continuer à surveiller et à analyser l'incertitude liée à l'inflation afin de mieux comprendre ses causes et ses conséquences. Cela peut aider à adapter les politiques économiques et monétaires et budgétaires en conséquence. Ainsi, selon les résultats de l'étude, qui ont révélé un impact élevé de l'incertitude liée à l'inflation sur l'inflation future en RDC, il est recommandé de prendre des mesures pour réduire cette incertitude. Voici quelques recommandations possibles :

- **Stabilité macroéconomique** : Il est important pour les gestionnaires des politiques économiques de poursuivre des politiques macroéconomiques stables afin de réduire les fluctuations économiques et les chocs qui peuvent contribuer à l'incertitude liée à l'inflation. Cela peut inclure des politiques budgétaires et monétaires prudentes et cohérentes. Lorsque les agents économiques ont confiance dans la capacité des autorités à maîtriser l'inflation, leurs anticipations sont plus susceptibles d'être ancrées.
- **Communication et transparence** : Les autorités monétaires et économiques devraient améliorer la communication autour des politiques économiques et monétaires, ainsi que des objectifs d'inflation. Une communication claire et transparente peut aider à ancrer les attentes des agents économiques et réduire l'incertitude.
- **Gestion des risques** Il est important de mettre en place des mécanismes de gestion des risques efficaces pour faire face aux chocs économiques et financiers potentiels. Cela peut inclure des politiques de stabilisation, des réserves de change adéquates et des politiques de gestion prudente des finances publiques (la maîtrise des déséquilibres budgétaires).

- **Renforcement des institutions :** Le renforcement des institutions économiques et financières peut contribuer à réduire l'incertitude liée à l'inflation. Cela peut être réalisé par le biais de réformes visant à améliorer la gouvernance économique, la transparence des politiques et la stabilité du cadre réglementaire.
- **Surveiller les anticipations d'inflation :** Il est essentiel de surveiller de près les anticipations d'inflation des agents économiques pour réduire les incertitudes liées à l'inflation. Les autorités monétaires peuvent réaliser des enquêtes, recueillir des données et analyser les indicateurs d'anticipations d'inflation pour évaluer leur ancrage et détecter tout signe de dérive. Si nécessaire, des mesures correctives peuvent être prises pour rétablir la confiance et l'ancrage des anticipations.

Annexe: Modèle de volatilité stochastique dans la moyenne avec des paramètres variant dans le temps

Nous considérons un modèle à paramètre variant dans le temps avec une volatilité stochastique où la volatilité stochastique entre également dans l'équation de la moyenne conditionnelle. Plus précisément, soit y_t la série temporelle d'intérêt. Nous considérons :

$$y_t = x_t' \beta_t + \alpha_t e^{h_t} + \varepsilon_t^y, \quad \varepsilon_t^y \sim N(0, e^{h_t}) \quad (1)$$

$$h_t = \mu + \phi(h_{t-1} - \mu) + \varepsilon_t^h, \quad \varepsilon_t^h \sim N(0, \sigma^2) \quad (2)$$

où x_t est un vecteur $k \times 1$ de covariables, β_t est un vecteur des paramètres variant dans le temps, et les termes d'erreur ε_t^y et ε_t^h sont indépendamment et mutuellement non corrélés. Le log-volatilité h_t suit un processus stationnaire $AR(1)$ avec $|\phi| < 1$, et il est initialisé avec $h_1 \sim N(\mu, \sigma^2 / (1 - \phi^2))$. Les modèles (1) et (2) généralisent la forme originale du modèle de Koopman et Hol Uspensky (2002) en permettant à la moyenne conditionnelle y_t d'avoir les paramètres variant dans le temps, ainsi α_t et β_t varient dans le temps. Cette spécificité est importante pour certaines applications macroéconomiques. Le vecteur de coefficients $\gamma = (\alpha, \beta')$ évolue plutôt selon le processus de marche aléatoire :

$$\gamma_t = \gamma_{t-1} + \varepsilon_t^\gamma, \quad \varepsilon_t^\gamma \sim N(0, \Omega) \quad (3)$$

où Ω est une matrice de covariance de dimension $(k + 1) \times (k + 1)$. Suivant la littérature des vecteurs autorégressifs avec paramètres variant dans le temps (Cogley and Sargent, 2005; Cogley, Primiceri, and Sargent, 2010), nous introduisons une structure de corrélation générique entre les innovations des coefficients de la marche aléatoire. Enfin, le processus de marche aléatoire (3) est initialisé avec $\gamma_1 \sim N(\gamma_0, \Omega_0)$ pour les matrices constants γ_0 et Ω_0 .

En effet, quand $\alpha_t = 0$ pour tout $t = 1, \dots, T$, le modèle (1)-(3) se réduit au modèle standard de TVP (Time Varying Parameters) régression avec volatilité stochastique. En introduisant un α_t non-zéro, le modèle permet un canal supplémentaire de persistance, car la log-volatilité suit un processus $AR(1)$, un choc à h_{t-1} affecterait h_t , qui à son tour a un impact direct sur la moyenne conditionnelle de y_t . Notez également que les équations (1) à (3) définissent un modèle d'espace d'état gaussien avec deux types d'états, savoir y_t et h_t . Le modèle est linéaire en y_t mais non linéaire en h_t , et cette non-linéarité rend l'estimation plus difficile. Nous introduisons maintenant un échantillonneur Markov chain Monte Carlo (MCMC) pour simuler à partir de la distribution a posteriori du modèle défini par les équations (1) à (3).

Références

- Chan, J. C. (2017). The stochastic volatility in mean model with time-varying parameters: An application to inflation modeling. *Journal of Business & Economic Statistics*, 35(1), 17-28.
- Cogley T. and T. J. Sargent. Drifts and volatilities: monetary policies and outcomes in the post WWII US. *Review of Economic Dynamics*, 8(2):262 – 302, 2005.
- Cogley T., G. Primiceri, and T. Sargent. Inflation-gap persistence in the U.S. *American Economic Journal: Macroeconomics*, 2:43–69, 2010.
- Friedman M. Nobel lecture: inflation and unemployment. *The Journal of Political Economy*, 85(3):451–472, 1977.
- Koopman S. J. and E. Hol Uspensky. The stochastic volatility in mean model: empirical evidence from international stock markets. *Journal of Applied Econometrics*, 17(6): 667–689, 2002.

II.4. Taux de change et réserves de change

Les projections de Congo Challenge indiquent que le taux de change se serait légèrement apprécié en avril 2024. Sur le marché interbancaire, ce taux s'établirait à 2 783,18 à la quatrième semaine du mois d'avril contre 2 786,54 en fin mars 2024, soit une appréciation de 0,12%.

Sur le marché parallèle, le taux de change se situerait à 2 789,07 à la quatrième semaine d'avril 2024 contre 2 803,44 en mars 2024, soit une appréciation 0,52%.

Tableau 2 : Évolution du taux de change

	Clôture Mars 2024	S1	S2	S3	S4	Variation Mars 2024 - Avril 2024
Marché interbancaire	2 786,54	2 770,41	2 792,46	2 788,38	2 783,18	-0,12%
Marché parallèle	2 803,44	2 781,26	2 780,32	2 781,57	2 789,07	-0,52%

Source : Projections Congo Challenge, avril 2024.

S'agissant des réserves de change, les projections de Congo Challenge indiquent qu'elles n'auraient pas progressé entre mars 2024 et avril 2024. Ainsi, les réserves de change se situeraient à 5,0394 milliards d'USD en avril 2024. Rapporté en nombre de mois d'importations, la couverture des importations par les réserves de changes s'établirait à 2,70 mois d'importations.

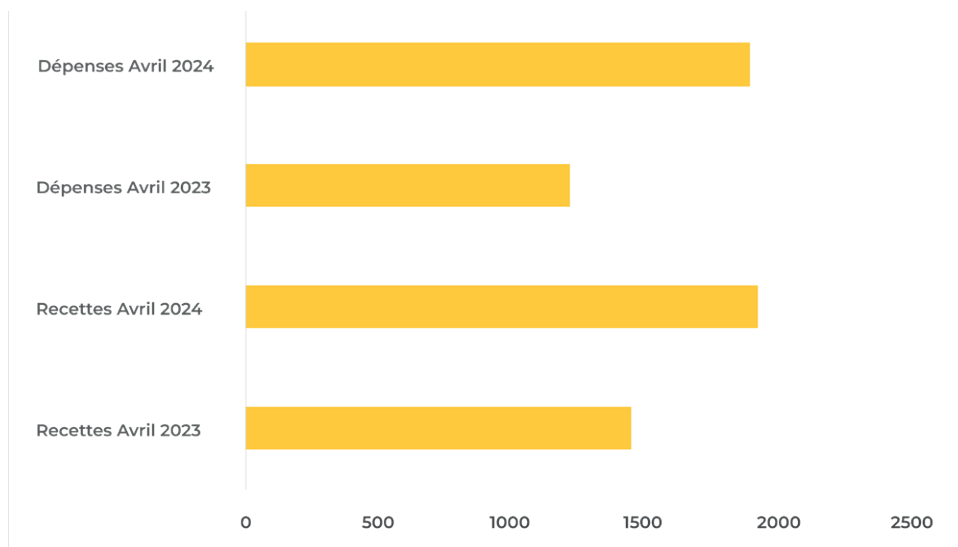
II.5. Finances publiques

Suivant la Banque Centrale du Congo, en date du 26 avril 2024, les recettes publiques mobilisées par les régies financières ont été de 1 912,1 milliards de CDF tandis que les dépenses se sont établies à 1 881,6 milliards de CDF. Le compte des opérations a affiché un excédent de 30,5 millions de CDF. Comparativement aux prévisions du mois d'avril 2024, les recettes réalisées au 26 de ce mois d'avril demeurent largement inférieures.



Les prévisions étaient de 3 554,6 milliards de CDF, mais par contre les recettes et les dépenses publiques de ce mois ont été supérieures à celles du mois d’avril 2023 soit respectivement 1 437,1 milliards de CDF et 1 210,1 milliards de CDF.

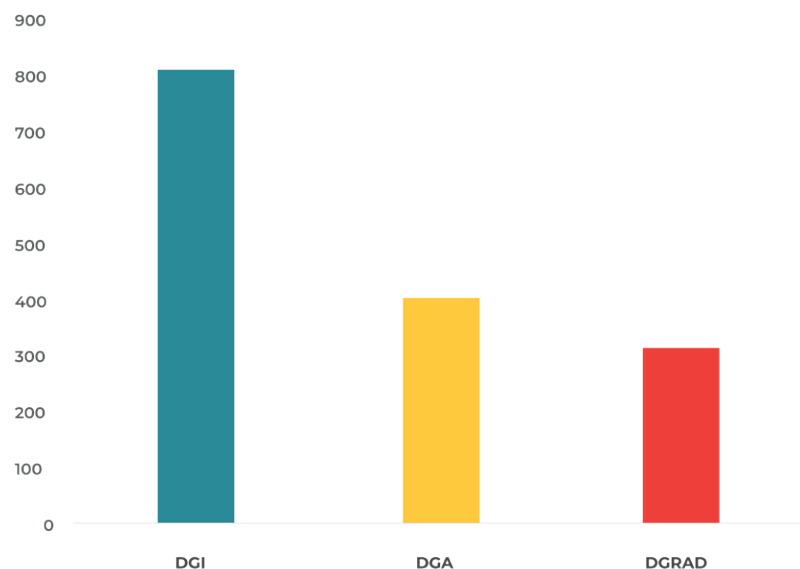
Figure 17 » Répartition de recettes publiques au courant du mois de mars 2024 (en millions de CDF)



Source : Banque centrale du Congo (BCC)

En ce qui concerne les recettes publiques de ce mois d’avril, il est à noter que la DGI a contribué à hauteur de 807,2 milliards de CDF et les autres régies dont la DGDA et la DGRAD ont mobilisé respectivement 399,5 milliards de CDF et 311,1 milliards de CDF.

Figure 18 » Evolution de la répartition de dépenses publiques (en%)



Source : Source : Banque centrale du Congo (BCC)

A la date du 19 avril 2024, la part des dépenses consacrées à la rémunération des agents et fonctionnaires de l'État a représenté 35,82% du total des dépenses publiques. En revanche, la part des dépenses en capital et autres dépenses s'est établi à 8,81% et celle consacrée au fonctionnement des institutions a atteint 13,91%. Comparativement au mois précédent à la même période, les dépenses en capital ont largement accru tandis que les autres dépenses ont été faibles.

On ne dira jamais assez que le retard dans la gestion de la paie des agents et fonctionnaires ne se justifie pas d'autant plus que le décaissement de fonds auprès du trésor public se fait suivant un plan de trésorerie approuvé, ce qui traduit en conséquence un manque de priorité de ceux qui dirigent les finances publiques. Il est évident que les dépenses liées à l'effort de guerre, bien sûres, importantes et décaissées en mode urgence, ne peuvent pas perturber chaque mois les opérations de la paie des agents et fonctionnaires de l'Etat. Notre vœu serait que le nouveau gouvernement ne puisse pas geler la rémunération des agents et fonctionnaires de l'état afin de permettre à ces derniers de respecter les engagements sociaux et de pouvoir participer au fonctionnement de l'économie à travers leur consommation et autres dépenses.

Le gouvernement compte lever 30 millions de USD au titre d'Obligations du Trésor émises en dollar américain pour une maturité de 6 mois. Aussi, il est prévu l'ouverture d'une adjudication des bons et obligations du trésor indexés de 300 milliards de CDF et 200 millions de USD pour le second trimestre de cette année. Suivant l'exécution du plan de trésorerie du Ministère de finances, 920,9 milliards de CDF représente le montant de remboursements des titres échus. Dans ce montant de remboursement, 596,2 milliards ont représenté les bons de trésor et 324,7 milliards ont été pour les obligations du trésor.

II.6. Evolution de la situation politique

L'actualité politique du mois d'avril 2024 a été dominée par les faits saillants ci-après :

- (i) la nomination d'un premier ministre ;
- (ii) la dangereuse escalade politique entre les présidents Félix Tshisekedi et Joseph Kabila ;
- (iii) les primaires organisées au sein de la majorité parlementaire ; et
- (iv) les élections Sénatoriales et des gouverneurs de provinces en RDC.

1. La nomination d'un premier ministre

Madame Judith Suminwa Tuluka, originaire du Kongo-Central, a été nommée Première ministre ce lundi 1er avril 2024 par le chef de l'État Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, marquant ainsi un tournant historique en devenant la première femme à occuper ce poste en République démocratique du Congo. Avant sa nomination, Madame Suminwa occupait le poste de ministre du Plan dans le gouvernement Sama 2. Consciente des défis qui l'attendent, la nouvelle Première ministre a exprimé sa loyauté envers le chef de l'État et son engagement envers le développement du pays.

Dotée d'une vaste expérience dans la formulation et la programmation du développement, la coordination, la gestion des stratégies, le suivi budgétaire et l'évaluation des programmes, Madame Suminwa Tuluka arrive à la tête du gouvernement à un moment crucial où le pays est confronté à de multiples défis. Son équipe devra notamment s'attaquer à la création d'emplois pour les jeunes, les femmes et les personnes vivant avec un handicap, à l'autonomisation des femmes, à l'augmentation du pouvoir d'achat et à la sécurité des populations et du territoire.

Après sa nomination, la Première ministre a publié sur son compte X que son gouvernement, à former dans les prochains jours, sera caractérisé par une compétence professionnelle. Ses priorités initiales incluront la stabilité du taux de change, la promotion d'une paix durable à l'Est du pays et le développement social. Cette annonce témoigne de son engagement envers la gouvernance axée sur la compétence et l'efficacité, dans le but de réaliser les engagements pris par le président Félix Tshisekedi.

1.a Les réactions après cette nomination

La nomination de Madame Judith Suminwa Tuluka en tant que prochaine Première ministre de la République démocratique du Congo a suscité une série de réactions variées au sein de la classe politique et de la société civile. Le vice-Premier ministre des Affaires étrangères, Christophe Lutundula, a salué ce choix, louant les compétences et l'expérience de Madame Suminwa, affirmant sa conviction qu'elle contribuera de manière significative au développement du pays aux côtés du président Tshisekedi.

Le Collectif des associations féminines pour le développement (CAFED) a exprimé sa satisfaction quant à la nomination d'une femme à la Primature, saluant la "masculinité positive" du chef de l'État pour cette décision historique. Ils ont appelé à l'implication de la Première ministre dans la restauration de la paix à l'Est du pays.

Des personnalités politiques telles que Jean-Pierre Bemba et Jean-Pierre Lihau ont adressé leurs vœux de succès à Judith Suminwa Tuluka, promettant leur soutien à sa nouvelle fonction. Patrick Muyaya a qualifié cette nomination de "véritable preuve du Changement de Narratif", soulignant l'honneur que cela représente pour les femmes.

Le chanteur Ferré Gola a exprimé son espoir dans un changement positif pour le pays, mettant en avant la région du Kongo-Central. Cependant, du côté de l'ancien Président Joseph Kabila, les attentes sont plus mitigées, avec la conseillère en communication Barbara Nzimbi qualifiant le gouvernement actuel de "folklorique".

Enfin, Christian Mwando, président du groupe parlementaire Ensemble pour la République, a souligné le défi imminent auquel Madame Suminwa Tuluka sera confrontée : malgré ses compétences techniques, son succès dépendra de son environnement politique et de sa capacité à naviguer dans les eaux troubles de la prédation politique. :

1.b. A quand la formation du gouvernement

La Première ministre Judith Suminwa Tuluka a entamé les discussions avec les membres clés de l'Union sacrée pour la nation (USN) afin de former son gouvernement. Les rencontres avec des figures politiques telles que Modeste Bahati Lukwebo, Vital Kamerhe et Jean-Pierre Bemba ont été marquées par des éloges pour les compétences de Madame Suminwa. Avec 280 députés au sein de l'Assemblée nationale, la composition du gouvernement devrait être dévoilée sous peu.

Les consultations dirigées par la Première ministre reflètent sa détermination à former un gouvernement compétent et réactif aux besoins urgents du peuple congolais. Elle insiste sur la nécessité d'une équipe gouvernementale composée d'acteurs expérimentés.

Cependant, certains, comme Jean-Claude Katende de l'Association africaine de défense des droits de l'homme (Asadho), estiment que le nombre élevé de ministres est disproportionné dans un pays confronté à des défis tels que la guerre et la corruption. Ils préconisent une réduction du nombre de ministères pour économiser sur le budget.

La clôture des consultations avec une variété d'acteurs de la société civile, des syndicats et des organisations professionnelles marque une étape importante dans le processus de formation du gouvernement. Madame Suminwa vise à réduire la taille du gouvernement à 45 membres, mettant l'accent sur la parité et l'introduction de nouvelles figures politiques, en alignement avec les aspirations du président Tshisekedi pour le renouveau politique et une meilleure représentation féminine.

Cependant, des tensions émergent quant à la place des partis politiques dans le gouvernement, ainsi que la question de l'inclusion de la société civile. Les regroupements politiques ont commencé à soumettre leurs listes de candidats, et la composition finale du gouvernement devrait être annoncée d'ici la fin du mois ou au début du mois de mai.

2. La dangereuse escalade politique entre les présidents Félix Tshisekedi et Joseph Kabila

2.a. Les propos du SG de l'UDps

Augustin Kabuya, Secrétaire Général de l'UDPS, a critiqué l'ancien Président Joseph Kabila Augustin Kabuya, Secrétaire Général de l'UDPS, a vivement critiqué l'ancien Président Joseph Kabila Kabange pour ce qu'il décrit comme un comportement anti-patriotique, l'accusant de favoriser une aventure meurtrière pour tenter de revenir au pouvoir au lieu de soutenir le développement de la nation congolaise. Kabuya affirme que Kabila est associé à l'Alliance du Fleuve Congo (AFC-M23) et aurait sollicité un soutien logistique pour ce groupe rebelle. Il accuse également Kabila d'être responsable de la guerre dans l'est du pays et d'avoir perturbé le fonctionnement normal du gouvernement actuel de Félix Tshisekedi.

La tension entre Tshisekedi et Kabila s'est intensifiée, avec des accusations réciproques d'implication dans des activités illicites. Kabila soupçonne Tshisekedi de collusion avec la rébellion pro-rwandaise du M23, tandis que Tshisekedi, par l'intermédiaire de son ministre des Affaires étrangères Christophe Lutundula, a rappelé que toute collusion avec une puissance étrangère est illégale selon le code pénal congolais. Lutundula a également exprimé des inquiétudes quant à des collusions internes avec le M23 et a averti que les lois de la République doivent être respectées par tous, y compris les anciens chefs d'État.

Les relations entre les deux camps sont devenues extrêmement tendues, avec des perquisitions menées dans les propriétés associées à Kabila et des accusations d'adhésion à la rébellion. Cette escalade de la confrontation entre Tshisekedi et Kabila suscite des craintes quant à son impact sur la stabilité politique de la RDC.

2.b. La réplique du camp Kabila

Après le discours critique d'Augustin Kabuya, Secrétaire Général de l'UDPS, le camp Kabila a répliqué, qualifiant ses propos d'irresponsables. La conseillère en communication de Joseph Kabila a vigoureusement contesté les accusations, soulignant le rôle de Kabila dans l'organisation d'élections démocratiques et dans la facilitation de la première alternance pacifique de pouvoir en RDC. Elle a dépeint les critiques comme une tentative de détourner l'attention de l'incapacité supposée du gouvernement actuel à gérer le pays.

Les réactions se sont multipliées, avec le sénateur José Makila accusant Kabuya d'ingratitude envers Kabila et remettant en question la légitimité des accusations. Le président de l'ASADHO, Jean-Claude Katende, a critiqué les déclarations de Kabuya, exigeant des preuves et mettant en garde contre la division accrue du pays. Le PPRD et le Front commun pour le Congo ont vivement dénoncé les allégations, les qualifiant de diversion pour dissimuler les échecs du gouvernement actuel et préparer des interpellations injustifiées.

Les personnalités accusées, telles que Joseph Olenghankoy et Bob Kabamba, ont rejeté les allégations comme des tentatives de manipulation politique visant à ternir leur réputation. Olenghankoy a qualifié les accusations de complot, soulignant l'utilisation croissante de théories du complot pour détourner l'attention des vrais problèmes. Kabamba a dénoncé une campagne active sur les réseaux sociaux visant à discréditer les voix critiques du régime en place.

2.c. La réaction de l'Udps, après la réplique du camp Kabila

Suite à la réplique du camp Kabila, Augustin Kabuya, Secrétaire Général de l'UDPS, maintient ses accusations contre Joseph Kabila. Dans une interview accordée à radio Top Congo, il invite ses détracteurs à fournir des preuves contraires plutôt que de l'insulter. Kabuya soutient que Kabila aurait quitté le pays sans laisser de traces officielles, alimentant ainsi la controverse autour de l'ancien président.

Lors d'un meeting avec les militants de son parti, Kabuya a prédit des turbulences à venir pour le pouvoir en place, annonçant une "tempête" imminente dans le camp Tshisekedi. Il a même renoncé à sa candidature au poste de Premier vice-président de l'Assemblée nationale pour mieux servir de protecteur du régime de l'UDPS.

Parallèlement, les forces armées congolaises ont annoncé l'arrestation d'Eric Nkuba, présenté comme conseiller stratégique de Corneille Nanga, chef du mouvement rebelle AFC. Nkuba aurait impliqué Joseph Kabila et d'autres personnalités politiques dans ses aveux, suscitant ainsi de nouvelles tensions politiques.

3. Les primaires organisées au sein de la majorité parlementaire

À l'Assemblée nationale de la RD Congo, la bataille pour le perchoir est déjà engagée entre les factions de l'Union pour la nation congolaise (UNC) de Vital Kamerhe, de la Convention pour la république et la démocratie (CRD) de Christophe Mboso, et l'AFDC-A de Modeste Bahati Lukwebo. Alors que Kamerhe tire parti de son nouveau statut de deuxième force parlementaire, la CRD de Mboso se positionne comme un fer de lance pour le régime Tshisekedi, tandis que Bahati peut compter sur le soutien de son parti et de son regroupement politique.

Augustin Kabuya, Secrétaire Général de l'UDPS, a annoncé à ses partisans qu'il se retirait de la course au poste de 1er vice-président de l'Assemblée nationale. Il a justifié sa décision en affirmant vouloir rester à la tête de l'UDPS pour assurer la stabilité dans un contexte politique incertain.

Les trois candidats en lice - Modeste Bahati, Vital Kamerhe et Christophe Mboso - ont convenu d'organiser des primaires, une initiative soutenue par le président Félix Tshisekedi. Après une campagne intense, les députés ont élu Kamerhe comme candidat de l'Union Sacrée pour la présidence du perchoir, le positionnant comme le candidat unique de l'Union sacrée.

Dans son discours après son élection, Kamerhe a promis une nouvelle ère de transparence et d'engagement, mettant particulièrement l'accent sur la nécessité de rendre public le débat sur l'insécurité persistante dans l'est du pays. Il s'est engagé à restaurer l'image de la Chambre basse en tant que bastion de la démocratie et à renforcer le contrôle parlementaire pour assurer une gouvernance transparente.



Malgré le processus démocratique des primaires, l'élection de Kamerhe était largement prévisible, étant donné sa position de leader de la deuxième force politique de l'Union sacrée. Son succès témoigne du soutien considérable dont il bénéficie parmi les élus, renforçant ainsi sa légitimité à prendre la tête de l'Assemblée nationale.

3.a. Les réactions après les primaires

Suite à l'élection de Vital Kamerhe lors des primaires de l'Union Sacrée de la Nation pour la présidence de l'Assemblée nationale, Jean Baudouin Mayo Mambembe, cadre de l'UNC, a exprimé ses premières impressions. Il considère que la victoire de Kamerhe est une décision de la Justice divine, étant donné que son regroupement AA/UNC est la deuxième force politique au sein de l'Union Sacrée. Mayo Mambembe a critiqué le refus de Christophe Mbosso et Modeste Bahati d'accepter les principes établis, conduisant ainsi à des élections primaires.

Après la désignation de Kamerhe comme candidat de l'Union Sacrée avec 183 voix, les députés nationaux l'ont appelé à soutenir le programme quinquennal du président Tshisekedi et ont souligné le caractère démocratique des primaires. Cette victoire a également renforcé les liens entre l'UNC et l'UDPS, comme l'a souligné Billy Kambale, Secrétaire Général de l'UNC, dans ses remerciements à l'UDPS pour son soutien. Augustin Kabuya, Secrétaire Général de l'UDPS, a qualifié cette élection de "expression démocratique", insistant sur la transparence du processus. Après son élection, Kamerhe a été reçu par le président Tshisekedi, qui l'a félicité et a exprimé sa confiance en lui. De son côté, Modeste Bahati a apporté son soutien à Kamerhe pour la présidence de l'Assemblée nationale, marquant ainsi un geste d'unité.

En outre, Christophe Mbosso, président du bureau d'âge de l'Assemblée nationale, a annoncé le calendrier de l'élection du bureau définitif de l'Assemblée, fixé au 8 mai prochain. L'UDPS a également désigné Jean-Claude Tshilumbayi comme son candidat pour la vice-présidence de l'Assemblée nationale. Ces développements soulignent l'importance des prochaines élections pour la direction de l'Assemblée nationale et les dynamiques politiques au sein de l'Union Sacrée de la Nation.

4. les élections Sénatoriales et des gouverneurs de provinces en RDC.

4.a. La lutte contre la corruption électorale

Dans le contexte des élections sénatoriales et des gouverneurs de provinces en RD Congo, l'Agence de prévention et de lutte contre la corruption a lancé une "ligne téléphonique bleue" à Kinshasa pour recevoir des plaintes liées à la corruption lors de ces élections. Le coordonnateur de l'agence, Michel-victor Lessay, a expliqué que cette initiative vise à recueillir des plaintes et des dénonciations pour ouvrir des enquêtes nécessaires.

En parallèle, le Procureur général près la Cour de cassation a interdit le port de téléphone portable ou tout objet doté d'une caméra lors des élections, pour contrer les tentatives de corruption des grands électeurs, les députés provinciaux. Cette mesure a été prise dans le but de réprimer toute infraction de corruption pendant les élections sénatoriales et des gouverneurs. Le Procureur général, Firmin Mvonde Mambu, a instruit les

Procureurs généraux près les Cours d'appel de toutes les provinces de mettre en place des dispositifs pour détecter les actes pouvant contribuer à des pratiques illégales, sans interférer dans le déroulement du scrutin électoral.

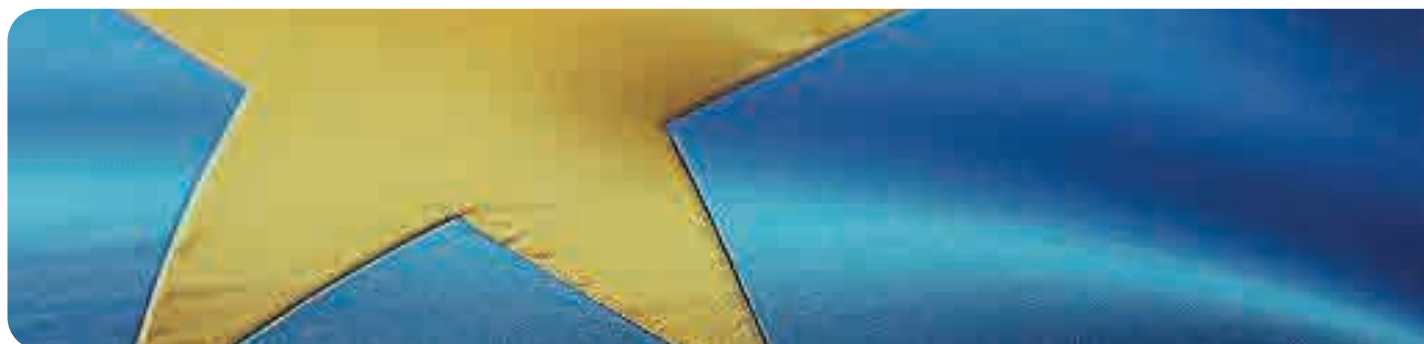
4.b. Les contraintes financières

Initialement prévues pour le 31 mars et le 7 avril 2024, les élections des sénateurs ainsi que celles des gouverneurs et vice-gouverneurs de province en RD Congo ont été reportées à plusieurs reprises. La Centrale électorale a d'abord décalé ces échéances de trois semaines, puis les a repoussées au 21 avril pour les sénatoriales et au 28 du même mois pour le scrutin des gouverneurs et vice-gouverneurs. Finalement, ces élections auront lieu le 29 avril prochain, organisées simultanément.

Ce nouveau calendrier électoral a été justifié par la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) en raison de contraintes financières. Selon le nouveau chronogramme établi par la Ceni, la campagne électorale se déroulera du 25 au 27 avril, précédant de près les élections.

4.c. La liste provisoire des gouverneurs de province

Il convient tout d'abord de souligner qu'aujourd'hui, le lundi 29 avril, se sont déroulées les élections des gouverneurs et vice-gouverneurs dans 20 des 26 provinces de la République démocratique du Congo. Six provinces, à savoir l'Équateur, le Nord-Ubangi, le Nord-Kivu, le Kwilu, la Maindombe et l'Ituri, ne sont pas concernées par ces élections. À l'issue de ces scrutins, les députés provinciaux ont élu les nouveaux dirigeants des provinces pour un mandat de 5 ans.



PROVINCES	GOUVERNEUR	PARTIS	VOIX
BAS-UELE	MOKENI AMISI MIKE DAVID	INDEPENDANT	17
HAUT-KATANGA	KYABULA KATWE JACQUES	ARDEV-A	35
HAUT-LOMAMI	BANZA MULUME MARMONT	AB	17
HAUT-UELE	BAKOMITO GAMBU JEAN	INDEPENDANT	11
KASAI	MUKENDI BUKASA CRISPIN	UDPS/TSHISEKEDI	29
KASAI CENTRAL	K'AMBULU N'KONKO JOSEPH MOISE	INDEPENDANT	19
KINSHASA	BUMBA LUBAKI DANIEL	INDEPENDANT	37
KONGO CENTRAL	NKUANGA MASUANGI BILOLO GRACE	INDEPENDANT	23
KWANGO	BITWISILA LUSUNDJI WILLY	INDEPENDANT	13
LOMAMI	KALOMBO MUSOKO IRON VAN	INDEPENDANT	14
LUALABA	MASUKA SAINI FIFI	INDEPENDANT	21
MANIEMA	MUSSA KABWANKUBI MOISE	INDEPENDANT	21
MONGALA	MAKAKA PAPEKAKA JEAN COLLINS	INDEPENDANT	12
SANKURU	KITENGE KANYAMA VICTOR	AB	15
SUD-UBANGI	MOBONGA LOBO MICHEE	INDEPENDANT	18
TANGANYIKA	KITUNGWA MUTEBA CHRISTIAN	INDEPENDANT	16
TSHOPO	LENDONGOLIA LEBABONGA PAULIN	INDEPENDANT	16
TSHUAPA	YAMBE ITOKO ARMAND	ANB	18

Kinshasa : Daniel Bumba ; Maniema: Moïse Moussa ; Lualaba: Fifi Masuka ; Haut-Lomami: Banza Mulume ; Tanganyika : Christian Kitungwa ; Haut-Katanga : Jacques Kyabula ; Kasai Oriental: Jean-Paul Mbuebua ; Haut Uélé: Jean Bakomito ; Tshopo: Paulin Lendongola ; Haut Uélé: Jean Bakomito ; Kongo Central: Grâce Bilolo ; Sud ubangi: Michée Mobonga ; Tshuapa : Iyamba Armand ; Sankuru : Victor Kitenge...

4.d. La liste provisoire des Sénateurs élus

PROVINCES	SÉNATEURS
Bas-Uele	Agito Carole Aminata Namasia Gebanga Terangutoro Norbert Sinango Ngbakoli Eddy Pascal
Haut-Katanga	Kabongo Binene Dany Kalonda Della Idi Salomon Kyabula Katwe Jacques Sama lukonde Jean-Michel
Kinshasa	Kabuya Tshilumba Augustin Mulumba kongolo Gerard Kabasele Tubajika Mike Ngobila Mbaka Gentiny Lungwana Matumona Jacques Bahati Tito Arlette Kazadi Kankonde Ivan Mbunguje Marembo Anne
Kwango	Naa Ikamba Simon Luheto Kididi Platini Bitwisila Lusundji Willy Kapenda Kasuku Justin
Kasai-Oriental	Kalala wa Kala José Ngoy Kasanji Alphonse Mpanda Kabangu José. Kabombo Mwadiamvita Guy
Kongo-Central	Budimbu Nkibwanga Didier Kindwelo Lumbu Pascal Ngudianza Bayokisa Nefertiti Vangu Kisongo Baby
Lomami	Kalambayi Katshobo Jonas Muleka Bajikila Florence Muabilu Mbayu Pius Lumanu Mulenda
Lualaba	Kanyimbu Michel Naweji Norbert Mashakata Célestin Masuka Fifi
Maniema	Afani Idrissa Luanga Faustin Kalumba Justin Omana Pascal

Mongala	Lihau Jean-Pierre Bokumwana Elysee Sakombi Aimé Lingepo Molonga Michel
Sankuru	Kalala René Lodi Jules Petshi Bernard Lutundula Christophe
Sud-Kivu	Basengezi Norbert Bahati Modeste Muhanzi Eustache Bulakali Aristide
Sud-Ubangi	Mondonge Alexis Boboy Nadine Busa Jean Lucien Bemba Françoise
Tanganyika	Katumwa Vicky Mwando Christine Pungwe Patrice Lulu Kitenge
Haut-Uele	Kumbodimo Anna Bazeane Nangaa Christophe Mangukele Prosper Batumoko Jean-Pierre
Kasaï	Ngalamulume Joseph Mbinko Hubert Kole Gaston Muya Clément
Tshuapa	Bongo Pancras Loando Guy Ekumbo Moïse Isenge Corneille
Tshopo	Kayala Renabel Bamanisa Jean Darwezi Jean-Pierre Nikomba Madeleine
Haut-Lomami	Yamba Gracia Ilunga Alain Kabamba wa Umba Isabelle Banza Danny
Kasaï-Central	Tshisekedi Jean Ngindu Cédric Muntuabu Jean Mukengeshayi Sylvain.



III. Perspectives politiques et économiques

Sur le plan politique

L'ascension historique de Judith Suminwa Tuluka au poste de Première ministre de la République démocratique du Congo (RDC) ouvre une nouvelle ère pleine d'espoir et de promesses pour le pays. Son leadership féminin et son expérience avérée dans le développement international font d'elle une figure prometteuse pour relever les défis majeurs auxquels la RDC est confrontée.

Voici quelques perspectives d'avenir possibles sous son leadership :

Lutte contre l'insécurité et la promotion de la paix :

La priorité absolue de Mme Tuluka sera de mettre fin au conflit persistant dans l'Est du pays. Son expérience au PNUD lui donne une compréhension profonde des causes profondes du conflit et des besoins des populations touchées. Elle peut favoriser un dialogue inclusif entre toutes les parties prenantes, promouvoir des réformes de sécurité et de gouvernance, et soutenir des initiatives de développement local pour s'attaquer aux racines des conflits.

Renforcement de la démocratie et de l'État de droit :

La question de la révision constitutionnelle et du respect des mandats présidentiels est cruciale pour la stabilité et la légitimité de l'État. Mme Tuluka peut jouer un rôle essentiel en garantissant un processus transparent et inclusif de révision constitutionnelle, en préservant l'indépendance de la justice et en promouvant le respect des droits humains.

Relance économique et développement social :

La RDC possède un immense potentiel économique, mais elle est confrontée à des défis importants en matière d'infrastructures, d'éducation, de santé et de protection sociale. Mme Tuluka peut mobiliser des ressources nationales et internationales pour financer des projets de développement clés, revitaliser les secteurs essentiels, et promouvoir l'industrialisation et la diversification de l'économie.

Mobilisation de la population et leadership éclairé :

Mme Tuluka devra faire preuve de leadership, de pédagogie et de communication pour mobiliser l'adhésion de la population à ses politiques. Elle peut s'appuyer sur la société civile, les organisations de femmes et les jeunes pour promouvoir la bonne gouvernance, la transparence et la redevabilité.

Opposition politique et résistance au changement:

Des acteurs politiques et des groupes d'intérêts peuvent s'opposer à ses réformes et tenter de maintenir le statu quo.

Ressources limitées et corruption:

La mobilisation des ressources nécessaires pour financer ses projets sera un défi majeur. La lutte contre la corruption sera également cruciale pour assurer une utilisation efficace des ressources.

Sur le plan économique

La RDC fait face à des défis économiques et politiques importants, ce qui rend l'évaluation des perspectives économiques pour le début de l'année 2024 complexe. Plusieurs hypothèses ou scénarios sont possibles, en fonction de l'évolution de la situation politique, de la stabilité économique et des réformes mises en œuvre. Voici un aperçu des différentes perspectives qui pourraient façonner l'économie congolaise en début de 2024 :

Scénario de stabilité politique et économique renforcée :

Dans ce scénario, la RDC parvient à maintenir une certaine stabilité politique, ce qui favorise un environnement propice aux affaires et à l'investissement. Les réformes économiques entreprises par le gouvernement, soutenues par des partenaires internationaux tels que le Fonds monétaire international (FMI), portent leurs fruits. Cela se traduit par une maîtrise de l'inflation, une stabilité du taux de change et une amélioration des finances publiques. Les investissements dans les secteurs clés, tels que les ressources naturelles, l'agriculture et l'infrastructure, stimulent la croissance économique. Ce scénario est très peu plausible.

Scénario de tensions politiques persistantes et d'instabilité économique :

Si les tensions politiques et les conflits tribaux continuent de s'aggraver, la situation économique de la RDC pourrait davantage se détériorer. L'insécurité persistante dans l'Est du pays pourrait entraver les activités économiques, notamment l'exploitation minière et l'agriculture. Cela pourrait entraîner une baisse des recettes publiques, une augmentation de l'inflation et une dépréciation continue de la monnaie nationale. Les investissements étrangers pourraient être découragés, ce qui aurait un impact négatif sur la croissance économique.

Scénario de réformes économiques accélérées :

Face aux défis économiques, le gouvernement de la RDC pourrait intensifier ses efforts de réforme. Des mesures audacieuses pourraient être prises pour améliorer la gouvernance, renforcer l'État de droit, lutter contre la corruption et diversifier l'économie. Ces réformes pourraient attirer l'investissement privé, favoriser le développement du secteur privé et stimuler la croissance économique. Une coopération accrue avec les partenaires internationaux et les institutions financières internationales pourrait également soutenir ces réformes.

Scénario d'incertitude liée aux facteurs externes :

Les perspectives économiques de la RDC pourraient également être influencées par des facteurs externes tels que les fluctuations des prix des matières premières, la conjoncture économique mondiale et les politiques commerciales internationales. Une baisse des prix des matières premières, notamment du

cuivre, principale exportation de la RDC, pourrait avoir un impact négatif sur les recettes d'exportation et la balance commerciale du pays. De même, une détérioration de la conjoncture économique mondiale pourrait réduire la demande de produits congolais sur les marchés internationaux.

En conclusion, les perspectives économiques de la RDC sont incertaines. Elles dépendront de l'évolution de plusieurs facteurs, notamment l'inflation, le taux de change, les prix des produits de base, la situation sécuritaire et la gouvernance.

Il est important de souligner que ces perspectives économiques sont basées sur des hypothèses et des scénarios possibles, et qu'elles peuvent évoluer en fonction des développements politiques et économiques réels. La réalisation d'une croissance économique durable en RDC dépendra de la mise en œuvre de réformes structurelles, de la stabilité politique et de la gestion efficace des ressources naturelles du pays.

DIFFERENTES PUBLICATIONS DE CONGO CHALLENGE

1. REVUE CONGO CHALLENGE (LE SEMESTRIEL)

Le Semestriel (Revue Congo Challenge) est un périodique scientifique complètement désintéressé, publié chaque semestre, avec pour objectif principal de promouvoir des études scientifiques visant à contribuer à l'avancement des connaissances en sciences économiques et à offrir aux opérateurs économiques ainsi qu'aux décideurs politiques, un ensemble des recettes susceptibles d'éclairer leur prise de décision ou de justifier suivant une base scientifique avérée leur prise de décision.



2. BULLETIN QUADRIMESTRIEL

La présente publication paraît chaque trimestre et offre un aperçu général et précis sur les évolutions économique et politique au niveau national, régional et mondial. Il permet au lecteur d'ajuster ses prévisions en fonction des évolutions observées ou de faire des anticipations tenant compte du paquet d'informations disponibles.



3. LE MENSUEL

La présente publication paraît chaque mois, elle offre un aperçu factuel des indicateurs économiques et présente les faits saillants ayant caractérisé la situation politique mensuelle du pays.



4. RAPPORTS ANNUELS





Modules d'intervention

1. Formation
2. Assistance
3. Conseil
4. Lobbying
5. Réalisation des études
6. Organisation des conférences
7. Appui au management de qualité
8. Appui à la conception des programmes économiques du gouvernement
9. Appui aux politiques de mobilisation des recettes publiques
10. Appui stratégique aux gouvernements dans le suivi-évaluation des programmes économiques
11. Contrôle-qualité des travaux

Nos valeurs

Congo Challenge croit aux valeurs cardinales dont il se veut le véhicule.

Ces valeurs reposent sur :

- L'abnégation ;
- Le sacrifice ;
- Le travail acharné.

Aussi, les ambitions du Think tank sont traduites à travers trois vertus que sont :

- L'éthique ;
- La morale ;
- La bonne gouvernance.

Congo Challenge

**Un cabinet conseil à la dimension
d'un grand continent**

LES VALEURS DE CONGO CHALLENGE

Congo Challenge croit aux valeurs cardinales dont il se veut le véhicule.
Ces valeurs reposent sur :

- L'abnégation ;
- Le sacrifice ;
- Le travail acharné.

Aussi, les ambitions du Think tank sont traduites à travers trois vertus que sont :

- L'éthique ;
- La morale ;
- La bonne gouvernance.

Comment tenir en laisse une bande de « nègres » ?

Tu isolés les plus vaillants en les diabolisant et tu promeus les plus médiocres en leur octroyant des privilèges indus. Conscient de cette escroquerie, ces derniers seront encore plus agressifs envers les premiers pour préserver leurs privilèges.

Dixit Machiavel



ÉVOLUTION DE LA SITUATION
ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE EN RÉPUBLIQUE
DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Le Mensuel Numéro 84

Publié en Mai 2024

Mai 2024. Copyright©CongoChallenge2024
364, Boulevard du 30 juin, Immeuble Kiyo ya Sita, 5ème étage, local 501,
Kinshasa/Gombe, RD Congo +243 812763003

www.congochallenge.cd/info@congochallenge.cd